

TENDANCES SOCIALES



CANADIENNES

No 11-008
AU CATALOGUE

ARTICLES DE FOND

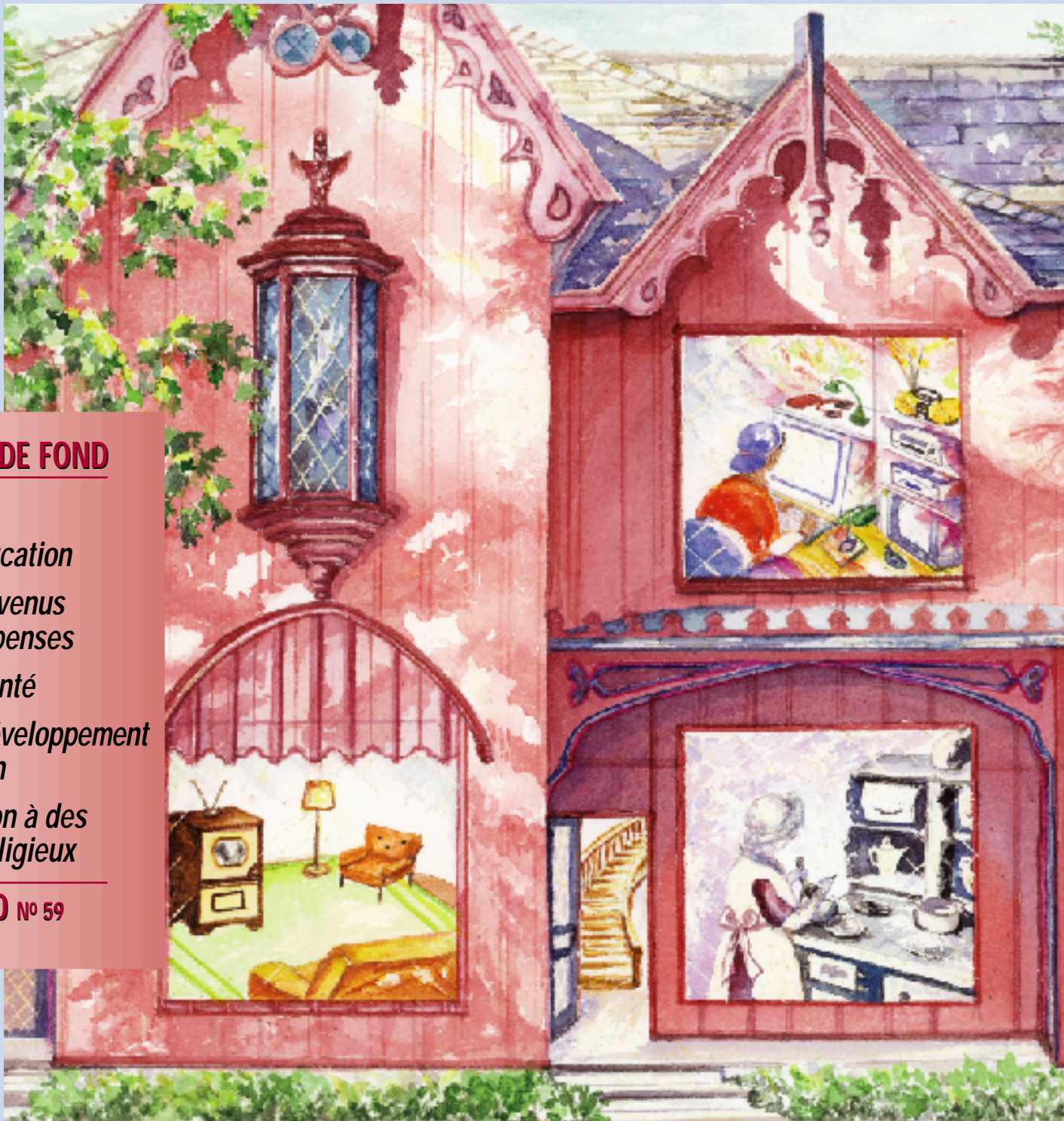
100 ans...

- ... d'éducation
- ... de revenus et dépenses
- ... de santé
- ... de développement urbain

Participation à des services religieux

HIVER 2000 No 59

11 \$ AU CANADA



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Un
ensemble
livre
et
CD-ROM
pratique!



L'activité humaine
et l'environnement
2000



Ne perdez
pas une
minute!

Obtenez
l'information sur
l'environnement
dont vous avez
besoin, à un
prix des plus
abordables.

Un instantané de l'influence qu'exercent les Canadiens sur l'environnement!

**Comment pouvons-nous maintenir la qualité de
l'air, de l'eau, du sol?**

**Pouvons-nous continuer à extraire les ressources
non renouvelables au rythme actuel?**

**Prenons-nous des mesures adéquates en vue de
conserver et de recycler?**

L'activité humaine et l'environnement 2000 répond à ces questions et à bien d'autres. Cette publication vous renseigne sur la démographie, l'activité économique, l'environnement et vous explique la relation entre ces aspects importants.

- ✳ **Découvrez** un monde de renseignements, du développement durable à l'appauvrissement de l'ozone et à la biodiversité.
- ✳ **Voyez** comment les gouvernements, les entreprises et les ménages réagissent à l'évolution des conditions environnementales.
- ✳ **Repérez** les enjeux directs et indirects de la qualité de l'environnement.

**Un amalgame de chiffres à jour, de faits
historiques et d'analyses bien documentées,
dans une présentation conviviale.**

Découvrez rapidement les tendances et les enjeux dans cette publication, grâce à ses 350 pages agrémentées de tableaux, graphiques et cartes en couleur. Ou consultez simplement le CD-ROM, qui renferme tous les éléments du livre en plus d'autres tableaux, et qui est doté de l'application *EcoGraf* vous permettant de personnaliser des graphiques et des cartes.

Que vous soyez un chercheur, un consultant, un décideur, un étudiant ou un Canadien intéressé,
L'activité humaine et l'environnement 2000 vous aidera à :

- ✳ **enrichir** vos recherches lorsque vous rédigez un rapport, un compte rendu, une analyse sur les répercussions environnementales;
 - ✳ **comparer** le rendement environnemental sur le plan international et provincial;
 - ✳ **suivre** l'évolution de l'appui du public aux mesures de protection;
- ... et à effectuer bien d'autres activités!

Commandez votre exemplaire de *L'activité humaine et l'environnement 2000* (N° 11-509-XPX au catalogue) **DÈS AUJOURD'HUI! L'ensemble livre et CD-ROM ne coûte que 75 \$*.** POSTEZ votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, av. Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Ou TÉLÉPHONEZ au 1 800 267-6677, TÉLÉCOPIEZ au 1 877 287-4369 ou ENVOYEZ UN COURRIEL à order@statcan.ca.

* Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVA. Aucuns frais de port pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, ajoutez 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, ajoutez 10 \$. Les ministères du gouvernement fédéral doivent indiquer sur toutes les commandes leur code d'organisme RI et leur code de référence RI.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca

TSC

Rédactrice en chef
SUSAN CROMPTON

Rédacteurs
WARREN CLARK
FRANCES KREMARK
CARA WILLIAMS

Assistants à la recherche
BARBARA TOWNSEND-BATTEN
MICHAEL VICKERS

Gestionnaire de la production
MONIQUE HICKEY

Coordonnatrice de la production
SHIRLEY LI

Marketing/Diffusion
ALEX SOLIS

Révisseur en chef de la version française
ANNIE LEBEAU

Direction artistique et impression
DIVISION DE LA DIFFUSION,
STATISTIQUE CANADA

Conception graphique
GRIFFE DESIGN INC.

Couverture
SHEILA SKERRITT

Comité de revue
M. BOYD, E. BOYKO, J. HAGEY,
I. MACREDIE, G. MONTIGNY, D. NORRIS,
M.J. SHERIDAN, P. WHITE, M.C. WOLFSON

Remerciements

S. ALAIN, K. BISHOP, V. CATRICE, J. CÔTÉ,
M. DESJARDINS, C. DUCHESNE, F. JONES, O. LO,
G. MORI, J. SEIDLE, N. VILLEMURE, K. WILKINS

Tendances sociales canadiennes (n° 11-008-XPF au catalogue; also available in English, Catalogue no. 11-008-XPE) est publiée trimestriellement en version imprimée standard. Un numéro coûte 11 \$CAN et un abonnement d'un an coûte 36 \$CAN (PLUS taxes en vigueur au Canada ou frais de port à l'extérieur du Canada). Étudiants : 30 % de rabais. Veuillez commander par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033; par télécopieur, en composant le (613) 951-1584 ou le 1 800 889-9734; ou par Internet, en vous rendant à order@statcan.ca. Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse. On peut aussi se procurer les produits de Statistique Canada auprès des agents autorisés, dans les librairies et dans les bureaux régionaux de Statistique Canada. On peut aussi se procurer ce produit sur Internet (n° 11-008-XIF au catalogue). Un numéro coûte 8 \$CAN et un abonnement d'un an, 27 \$CAN (PLUS taxes en vigueur au Canada). Pour obtenir un numéro de ce produit ou s'y abonner, les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi. Toute correspondance peut être adressée à la Rédactrice en chef, **Tendances sociales canadiennes**, immeuble Jean-Talon, 7^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0T6. Télécopieur : (613) 951-0387. Internet (courrier électronique) : cstsc@statcan.ca. La revue **Tendances sociales canadiennes** ne pourra être tenue responsable de la perte de documents non réclamés. Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Publication inscrite dans le **Canadian Magazine Index**, **Public Affairs Information Service Inc.** et accessible en permanence dans la **Canadian Business and Current Affairs Database**.

ISSN 0831-5701
(Version imprimée)

ISSN 1481-1642
(Version électronique)

TENDANCES SOCIALES CANADIENNES

ARTICLES DE FOND

Cent ans de . . .

Éducation scolaire 3
par Warren Clark

Revenus et dépenses 8
par Cara Williams

Santé 13
par Susan Crompton

Développement urbain 20
par Frances Kremarik

L'évolution de la pratique religieuse 26
par Warren Clark

Au fil de l'actualité 32

Indicateurs sociaux 33

Index des articles 34

Carnet du personnel enseignant : articles « Cent ans de . . . » 36

Illustratrice de la page couverture

Sheila Skerritt est une artiste professionnelle. Titulaire d'un diplôme de l'École d'Art d'Ottawa (1990), elle a fait 5 expositions personnelles et participé à 52 expositions collectives. De plus, elle accepte actuellement d'effectuer des œuvres de commande pour divers clients. Originaire des environs de Freelton, dans le sud de l'Ontario, elle réside maintenant avec sa famille dans la région d'Ottawa.

Cent ans de . . .



Ce dernier numéro de l'an 2000 de *Tendances sociales canadiennes* vient conclure la revue des bouleversements qui ont marqué la société canadienne au cours des 100 dernières années. Les articles précédents ont porté sur la famille, la population active et l'immigration; cette dernière série d'articles brosse un portrait des améliorations dans ce que nous pourrions appeler globalement le « niveau de vie », à savoir les revenus et les dépenses, l'urbanisation, la santé et l'éducation.

Ici encore, ces articles s'appuient sur de nombreuses sources de données. Bien sûr, nous nous sommes basés en grande partie sur les données chronologiques de Statistique Canada, lesquelles sont abondantes et facilement accessibles à tous. Cependant, au cours d'une longue

période, il est inévitable que des changements surviennent dans les concepts, les méthodes de collecte de données et la population couverte. Malgré les efforts héroïques entrepris par les rédacteurs aux prises avec une multitude de statistiques historiques pour assurer autant que possible la comparabilité des données, on ne peut, en pratique, passer sous silence les nombreux changements sociaux, juridiques et technologiques qui se sont produits au fil des décennies. Les statistiques présentées dans les articles qui suivent sont donc fondées sur des concepts et des populations qui ont subi, à l'occasion, certaines modifications. Bien que ces changements n'altèrent pas en profondeur la tendance générale, il importe néanmoins d'interpréter

avec une certaine prudence les données présentées.

On peut obtenir une bibliographie complète des sources d'information consultées sur le site Web de *Tendances sociales canadiennes*, à l'adresse suivante : http://www.statcan.ca/francais/indepth/11-008/sthome_f.htm.

Note concernant l'article « Revenus et dépenses »

Les données sur le revenu sont habituellement exprimées en dollars réels, ou dollars constants, pour tenir compte des effets cumulatifs de l'inflation. Dans l'article « Revenus et dépenses », les valeurs sont toutefois exprimées en dollars courants (sauf indication contraire), et ce, jusqu'aux années 80, période où il est devenu plus utile de convertir les données en dollars constants en raison des taux d'inflation annuels élevés. On a décidé de procéder ainsi parce que les dollars courants reflètent sans doute mieux, pour les lecteurs d'aujourd'hui, la dimension psychologique des conditions économiques de l'époque, qu'on pense au désespoir provoqué par la Crise de 1929 ou encore à l'euphorie associée à la phase d'expansion économique qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Aussi, la prochaine fois que votre grand-père vous dira qu'un cornet de crème glacée ne coûtait que 5 ¢ en 1935, alors qu'il était un jeune garçon, et non 2 \$ comme aujourd'hui, vous pourrez également lui rappeler que le revenu personnel disponible n'était alors que de 304 \$.

— NDLR

Éducation scolaire

par Warren Clark

Au cours du XX^e siècle, le système d'éducation du Canada a connu des changements spectaculaires. Au début du siècle, le Canada était encore en grande partie un pays à vocation agricole où l'on n'accordait pas beaucoup d'importance à l'éducation scolaire. Seulement un peu plus de la moitié des jeunes d'âge scolaire allaient à l'école régulièrement, et plus de 1 personne sur 10 était entièrement analphabète. Dans les années qui ont suivi, la promotion de l'éducation par le gouvernement a rendu l'enseignement primaire et secondaire universellement accessible partout au pays et a contribué à mettre en place un réseau élaboré d'universités et de collèges. En outre, au cours de la même époque, on a vu s'établir un large éventail d'écoles de commerce et d'écoles professionnelles privées. À la fin du siècle, les personnes détenant un grade universitaire étaient plus nombreuses que celles ayant un niveau de scolarité inférieur à une 9^e année.

Les avantages de l'éducation scolaire

Au cours des 100 dernières années, le niveau de scolarité général de la population canadienne n'a cessé d'augmenter, et les avantages de l'éducation scolaire, tant pour les personnes que pour la société, sont devenus évidents. Une population active scolarisée qui est en mesure d'utiliser des connaissances pour innover et créer de la richesse est un élément indispensable d'une économie vigoureuse et prospère. L'éducation a une grande incidence sur la possibilité de choisir un type d'emploi donné; elle accroît les chances de trouver un emploi ainsi que le niveau de vie. Le Recensement de 1996 montre, par exemple, que les personnes détenant un baccalauréat étaient plus susceptibles d'avoir occupé un emploi à temps plein durant toute l'année 1995 (51 %) que les personnes détenant seulement un diplôme de fin d'études secondaires

(35 %). De plus, les personnes détenant un baccalauréat avaient également gagné davantage (les revenus médians ayant été respectivement de 43 600 \$ et de 29 700 \$).

Le niveau de scolarité fait augmenter non seulement le revenu, mais aussi la contribution des gens à leur collectivité. Les personnes plus scolarisées sont plus susceptibles d'agir comme bénévoles, participent davantage à l'éducation de leurs enfants et à des activités sportives, et font des dons à des organismes de bienfaisance. En outre, lorsque les parents ont réussi leurs propres études, ils transmettent celles-ci, ainsi que tout ce qu'elles comportent, à leurs enfants.

L'enseignement public au Canada

Les assises de l'enseignement public au Canada ont été posées au moment de la création de la Confédération, lorsqu'il a été convenu que l'éducation allait relever de la compétence provinciale. L'organisation et les pratiques relatives à l'enseignement variaient donc entre les provinces et les territoires, et continuaient de varier. Peu de temps après la création de la Confédération, des lois instituant la scolarité obligatoire ont obligé les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Simultanément, on a construit des écoles à même les fonds publics et institué le principe de l'enseignement gratuit pour tous les enfants durant leurs années de formation.

Cependant, malgré l'existence de l'enseignement gratuit, de nombreux enfants, surtout des garçons, n'allaient pas à l'école. Des absences prolongées étaient chose courante pour les raisons suivantes : la saison des semis, la période des récoltes, la nécessité d'aider la famille, la maladie et les conditions météorologiques défavorables. En 1901, par exemple, environ 1,1 million d'enfants étaient inscrits dans les écoles primaires et secondaires, mais en moyenne, seulement 6 enfants sur 10 allaient à l'école tous les jours.

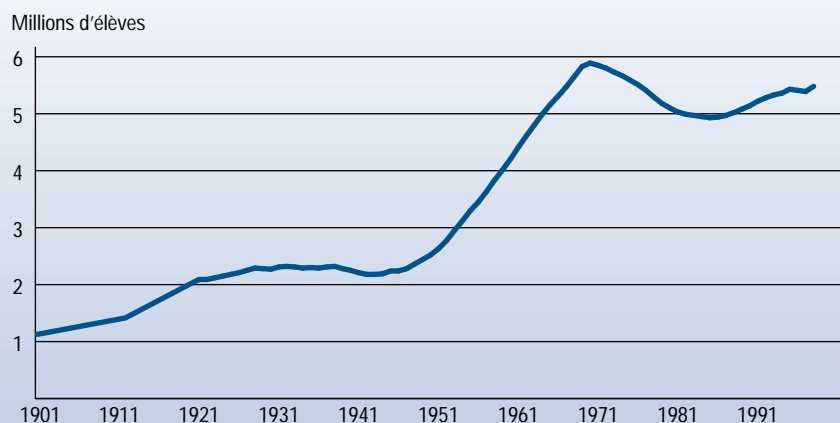
Afin de remédier à cette situation, on a déployé des efforts en vue de

prolonger la scolarité obligatoire et de faire respecter les lois relatives à la présence obligatoire à l'école. En 1921, toutes les provinces, à l'exception du Québec, disposaient de lois prescrivant la durée minimale de la scolarité à temps plein. En Colombie-Britannique, par exemple, tous les enfants de 7 à 14 ans étaient tenus d'aller à l'école à temps plein durant l'année scolaire.

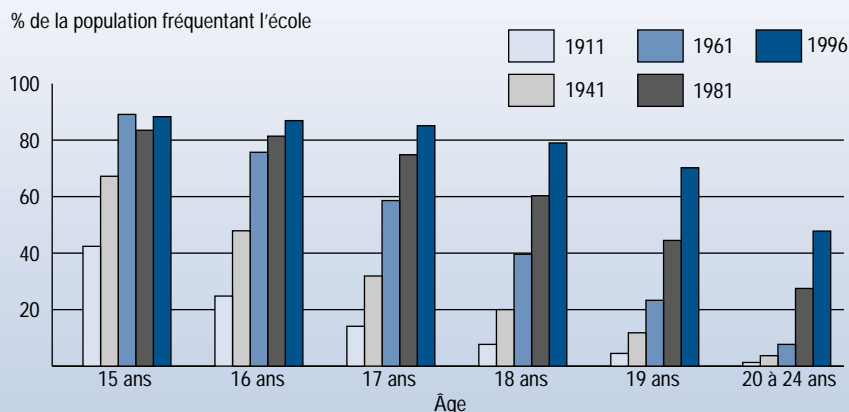
Même si l'enseignement était gratuit pour les jeunes enfants et que les enseignants reconnaissaient qu'il était préférable pour ceux-ci d'aller à l'école le plus tôt possible, de nombreux enfants n'entraient pas à l'école avant l'âge de 7 ou 8 ans. En 1921, seulement 52 % des enfants de 6 ans et 83 % des enfants de 7 ans allaient à l'école. En 1930, 1 écolier de 1^{re} année sur 3 était âgé de 8 ans et plus. Cependant, la présence quotidienne régulière à l'école avait monté à 86 % du nombre d'enfants inscrits. Une présence plus régulière ainsi que la hausse de l'âge de fin de scolarité obligatoire avaient prolongé de deux ans la période d'éducation scolaire des enfants, comparativement à 1919.

La Grande Crise de 1929 a eu une incidence importante sur les familles et les écoles. Le Canada rural, particulièrement les Prairies, a durement été touché. Les subventions provinciales et les évaluations foncières locales en appui aux écoles publiques ont chuté de 15 % entre 1930 et 1935¹. Souvent, les écoles en milieu rural ne pouvaient compter que sur l'appui de quelques douzaines de familles. De plus, étant donné que les familles vivant à la campagne disposaient généralement de revenus plus faibles et avaient plus d'enfants que les familles vivant en milieu urbain, elles éprouvaient plus de difficultés à garder leurs enfants à l'école et à soutenir le fonctionnement des établissements d'enseignement. Tant avant

1. M.C. Urquhart et K.A.H. Buckley, *Historical Statistics of Canada*, 1965, p. 599.



Sources : Statistique Canada, produits nos 81-568, 81-229 et 81-003 au catalogue et totalisations spéciales.



Sources : Statistique Canada, produits nos 98-1931 (vol. 1) et 98-1941 (vol. 1) au catalogue et totalisations spéciales.

qu'après la Grande Crise de 1929, les enfants des campagnes étaient moins susceptibles de poursuivre des études au-delà de la scolarité obligatoire que les enfants des villes.

Le nombre d'inscriptions explose à la suite du baby-boom

À partir de la fin des années 40, l'explosion démographique de l'après-guerre a donné lieu à une augmentation fulgurante du nombre d'inscriptions dans les écoles primaires et secondaires. En 1970, cette hausse a atteint un

sommet de 5,9 millions d'inscriptions. Cette croissance spectaculaire a entraîné des classes de grande taille, un manque d'espace dans les écoles et une pénurie d'enseignants. Les membres des conseils scolaires, qui s'étaient habitués à voir de faibles variations du nombre d'élèves inscrits durant les années 30 et 40, n'étaient pas en mesure de construire assez rapidement de nouvelles écoles au cours des années 50 et 60. Entre 1950 et 1970, le nombre d'inscriptions a augmenté de 134 %, alors que les dépenses consacrées à l'enseignement primaire et

secondaire se sont accrues de plus de 700 %, en tenant compte de l'inflation.

Après le sommet atteint en 1970, le nombre d'inscriptions devait chuter, pour atteindre 4,9 millions en 1985 lorsque les baby-boomers ont poursuivi leurs études dans des collèges et des universités et que la cohorte beaucoup plus petite issue de l'effondrement de la natalité (composée des enfants nés entre 1967 et 1979) est arrivée dans les écoles primaires et secondaires. Bien que le nombre d'élèves ait diminué, les adolescents allaient maintenant plus longtemps à l'école; ainsi, la proportion de finissants, qui était de 53 % en 1971, avait monté à 70 % en 1986, puis à 75 % au milieu des années 90². En 1995, le nombre d'inscriptions avait rebondi à 5,4 millions.

En 1998, même si le taux d'obtention de diplôme dans les écoles secondaires au Canada (72 %) était comparable à celui des États-Unis (74 %), il était bien encore inférieur aux taux enregistrés dans d'autres pays industrialisés comme la France (87 %) et le Japon (96 %)³. À la fin des années 80 et au début des années 90, on s'est penché sur le nombre de décrocheurs. En 1991, près de 1 personne de 20 ans sur 5 (18 %) avait quitté l'école sans terminer le programme d'études; en 1995, on comptait encore une proportion de 15 % d'élèves qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires. D'après le Recensement de 1996, environ 290 000 jeunes adultes de 20 à 24 ans (15 %) n'étaient pas aux études et n'avaient pas terminé leurs études secondaires.

Au début des années 50, plus de la moitié des personnes de 15 ans et plus

2. Finissants de l'école secondaire comme pourcentage de la population d'élèves de 18 ans en dehors du Québec et de la population d'élèves de 17 ans à l'intérieur du Québec.

3. Organisation de coopération et de développement économiques, *Regards sur l'éducation — Les indicateurs de l'OCDE, édition 2000*, 2000, p. 147.

L'évolution de l'alphabétisme : une 9^e année ne suffit plus

Au début du XX^e siècle, l'analphabétisme était assez répandu. En 1901, 14 % des personnes de 5 ans et plus étaient entièrement analphabètes; en 1921, la proportion de la population ne sachant ni lire ni écrire était de 9 % (ou 5 % des personnes de 10 ans et plus). Cette situation était attribuable en partie à la politique en matière d'immigration que le Canada avait adoptée à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, époque durant laquelle le pays accueillait de nombreux immigrants qui ne parlaient ni le français ni l'anglais. Pour cette raison, seulement 4 % des personnes de 10 ans et plus nées au Canada ou en Grande-Bretagne étaient illettrées, alors que le taux d'analphabétisme chez les immigrants était de 12 %.

Puisque l'élaboration du système d'éducation a été nécessaire après la Seconde Guerre mondiale pour répondre au baby-boom, les experts du domaine se sont inquiétés de plus en plus de la faiblesse du niveau de scolarité de nombreux Canadiens face à la nature complexe de la société industrielle. À l'époque, on considérait une scolarité de 5^e année comme seuil d'alphabétisme de base pour les adultes, alors qu'on parlait d'analphabétisme fonctionnel dans le cas d'un niveau de scolarité inférieur à une 9^e année au sein de pays industrialisés comme le Canada¹. En 1971, 6 % des adultes qui ne poursuivaient pas des études avaient un niveau de scolarité inférieur à une 5^e année, et 24 % d'entre eux avaient atteint un niveau de scolarité se situant entre la 5^e et la 8^e année.

En 1994, la première Enquête internationale sur l'alphabétisme des adultes (EIAA) a mesuré les capacités de lecture au sein de la population canadienne de 16 à 65 ans. Dans le cadre de cette enquête, on a utilisé des exercices détaillés pour évaluer les capacités en matière de compréhension et d'utilisation d'informations imprimées dans des activités quotidiennes, tant à la maison qu'au travail et au sein de la collectivité. Cette enquête comportait cinq niveaux généraux de capacités de lecture, le niveau 1 étant le plus faible et le niveau 5, le plus élevé. Près de 3 Canadiens sur 5 (plus de 10,5 millions de personnes) possédaient des capacités suffisantes pour la compréhension de textes suivis et de textes

schématiques, ainsi que pour le calcul, dans des situations de tous les jours comportant l'utilisation de documents imprimés (niveau 3 ou niveau supérieur). De plus, 1 Canadien sur 4 (plus de 4,6 millions de personnes) avait des capacités de lecture de niveau 2; même si ces personnes estimaient posséder de bonnes ou d'excellentes capacités de lecture, les scores qu'elles avaient obtenus lors des tests étaient faibles. Pour environ 1 Canadien sur 6 (plus de 3,1 millions de personnes), le traitement de documents imprimés comportait de grandes difficultés (niveau 1).

De faibles capacités de lecture représentent un sérieux problème tant au point de vue personnel que social. Les capacités de lecture sont essentielles au bien-être des personnes et elles sont liées à la sécurité économique. En 1994, les adultes d'âge actif ayant de faibles capacités de lecture (niveau 1) étaient moins susceptibles (59 %) d'avoir occupé un emploi au cours de l'année en question que les adultes ayant des capacités de lecture plus élevées (niveau 4 ou 5) (89 %)², et ceux qui avaient occupé un emploi avaient travaillé moins de semaines que les adultes classés au niveau 4 ou 5. Les adultes classés au niveau 1 étaient également plus susceptibles de vivre au sein d'un ménage à faible revenu et disposaient d'un revenu personnel correspondant à environ deux tiers de celui des adultes classés au niveau 4 ou 5.

- Pour obtenir plus de renseignements, voir V. Shalla et G. Schellenberg, *La valeur des mots : alphabétisme et sécurité économique au Canada*, produit n° 89F0100XIF au catalogue de Statistique Canada, 1998; Organisation de coopération et de développement économiques, *Littératie, économie et société : Résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisme des adultes*, produit n° 89-545-XPf au catalogue de Statistique Canada, 1995.

1. Conseil des ministres de l'Éducation, *L'analphabétisme chez les adultes au Canada : définition et traitement de la question*, 1988, p. 5.
2. Les niveaux 4 et 5 sont réunis afin d'assurer la fiabilité des données.

avaient un niveau de scolarité inférieur à une 9^e année. À l'époque, le fait de quitter l'école prématurément ne nuisait pas outre mesure, étant donné qu'il était facile de trouver un emploi dans le secteur primaire et dans le secteur manufacturier. Toutefois, de nos jours, de tels emplois sont moins faciles à trouver, et on exige de plus en plus un diplôme de fin d'études secondaires (et souvent d'études postsecondaires) comme condition minimale d'em-

bauche. C'est la raison pour laquelle de nombreuses compétences nécessaires pour aller sur le marché du travail au XXI^e siècle pourraient faire défaut aux jeunes gens qui ont abandonné leurs études au cours des années 90.

Enseignement postsecondaire

Quelques-uns des principaux progrès réalisés dans le domaine de l'éducation au Canada au cours du XX^e siècle ont trait à l'enseignement postsecondaire.

En 1901, environ seulement 6 800 étudiants étaient inscrits dans les 18 établissements conférant des grades universitaires que comptait le Canada à l'époque. Les premières femmes ont été inscrites dans les universités canadiennes dans les années 1880, et la proportion d'étudiantes avait atteint environ 12 % à l'aube du XX^e siècle; la majeure partie de ces femmes étaient inscrites dans des programmes d'arts et de sciences. En 1920, le nombre

Aide aux étudiants

En 1964, afin de répondre à des préoccupations concernant l'accès aux études post-secondaires, le gouvernement fédéral a créé le Programme canadien de prêts aux étudiants pour aider financièrement les étudiants admissibles d'après une évaluation de leurs besoins. Ce programme garantissait les prêts accordés aux étudiants et assurait le paiement des intérêts sur ces prêts pour la durée des études et six mois après l'obtention du diplôme. Les gouvernements provinciaux ont également mis en place leurs propres programmes d'aide financière.

Dans les années 90, les gouvernements ont réduit de manière importante l'aide financière accordée aux étudiants de l'enseignement postsecondaire. Cette mesure, ainsi qu'une hausse des limites relatives aux prêts, a fait en sorte que les étudiants allaient recevoir des prêts plus importants, mais moins d'aide financière. Simultanément, le taux d'épargne des particuliers avait chuté et le financement des universités par les gouvernements avait diminué vers le milieu des années 90. En termes réels, le revenu familial n'a pratiquement pas varié, alors que les frais de scolarité ont plus que doublé. En 1999-2000, les frais de scolarité pour un programme d'études moyen en arts se situaient à 3 379 \$, alors qu'ils étaient de 1 595 \$ en 1988-1989 (en dollars de 1999). En raison de ces changements, on a assisté, dans les années 90, à une augmentation spectaculaire de l'endettement des étudiants.

En février 1998, le gouvernement du Canada a annoncé la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures visant à répondre aux inquiétudes concernant l'endettement croissant des étudiants, dont des crédits d'impôt pour les intérêts payés sur des prêts étudiants, des subventions pour les étudiants ayant des personnes à charge, l'élargissement des crédits d'impôt pour études aux étudiants à temps partiel, la prolongation de la période d'exemption d'intérêts jusqu'à 30 mois après l'obtention du diplôme et la possibilité de réduire la dette des étudiants emprunteurs aux prises avec les difficultés financières les plus graves. Cependant, le gouvernement a également introduit une législation visant à empêcher les emprunteurs de se soustraire au remboursement de prêts étudiants en déclarant faillite, et ce, pour une période de 10 ans à compter de la fin de leurs études.

- Pour obtenir plus de renseignements, voir W. Clark, « Le remboursement des prêts étudiants », *Tendances sociales canadiennes*, hiver 1998, Développement des ressources humaines Canada, *Le Programme canadien de prêts aux étudiants, 1999-2000 — Étudiants à temps plein et à temps partiel : guide d'information*, Ottawa, Développement des ressources humaines Canada, 1998.

d'inscriptions à temps plein avait presque quadruplé et s'établissait à 23 200, dont 17 % de femmes. À cette époque, les universités canadiennes étaient financées principalement par les droits de scolarité et des dons provenant de particuliers⁴.

Les subventions versées par le gouvernement aux universités ont diminué durant les années qui ont suivi la Grande Crise de 1929, et les salaires du personnel de ces établissements ont été réduits durant cette même période. En

l'absence d'emplois susceptibles de les attirer, les jeunes gens qui étaient en mesure de payer des études universitaires ont tiré avantage de la situation. Le nombre d'inscriptions a augmenté lentement mais de manière constante. Entre 1920 et 1940, il avait augmenté de 57 %, et en 1940, la proportion d'étudiantes avait atteint 23 %. Alors que la population étudiante dans les domaines des arts et des sciences avait presque doublé, les inscriptions dans le domaine des métiers n'ont progressé que de

façon modeste. Les hausses les plus importantes en ce qui a trait aux inscriptions ont été enregistrées dans les domaines à prédominance féminine, comme ceux de l'enseignement, de l'économie domestique, des soins infirmiers, du travail social, de la bibliothéconomie, de la physiothérapie et de l'ergothérapie⁵.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu beaucoup d'activités dans le domaine de l'enseignement postsecondaire, dont la formation technique de plus de 700 000 militaires. En août 1942, le Parlement a adopté la *Loi sur la coordination de la formation professionnelle*, qui autorisait la formation liée à l'effort de guerre du Canada, y compris la formation de gens de métier au sein des forces armées et de travailleurs dans l'industrie. Cette loi prévoyait également la formation des militaires réformés et la formation souhaitable au cours de l'après-guerre. Après la guerre, la *Loi sur la réadaptation des anciens combattants* offrait le paiement de droits de scolarité et d'autres frais à chaque ancien combattant qui allait entreprendre des cours universitaires ou des cours de préparation aux études universitaires dans les 15 mois suivant son départ de l'armée. En 1947-1948, plus de 32 000 ex-militaires ont bénéficié de l'aide du gouvernement pour étudier à l'université.

C'est également à cette époque que le gouvernement a adopté une nouvelle approche en ce qui a trait à la reconnaissance de l'importance socioéconomique de l'enseignement postsecondaire. En 1951, la Commission Massey a recommandé un élargissement important de la responsabilité du gouvernement en matière d'enseignement postsecondaire. Cette commission avait recommandé notamment que le gouvernement fédéral

4. R.S. Harris, *A History of Higher Education in Canada 1663-1960*, 1976, p. 210.

5. *Ibid.*, p. 351.

accorde aux universités des subventions directes et non assujetties à des restrictions. Le Parlement a adopté cette recommandation pour l'année scolaire 1951-1952⁶.

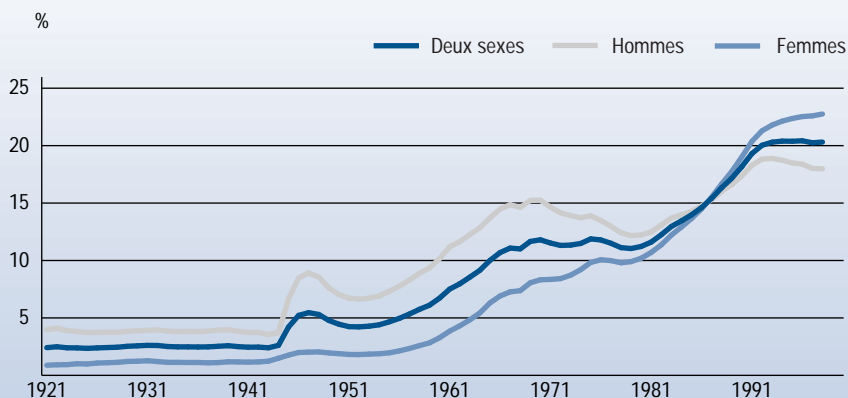
Grâce à ces nouvelles assises financières et à des subventions des gouvernements provinciaux qui allaient en augmentant, les universités et les collèges ont été en mesure d'accepter de plus en plus d'inscriptions tout au long des années 50, 60 et 70. La demande en matière d'enseignement postsecondaire était élevée, en raison de la croissance de la demande de travailleurs qualifiés et parce que les enfants du baby-boom arrivaient à la fin de l'adolescence. Au milieu des années 70, cette forte croissance des inscriptions dans les universités a marqué un temps d'arrêt, mais le nombre d'inscriptions a recommencé à croître à la fin de la décennie. Durant les années 80, les inscriptions à temps plein dans les universités ont augmenté de 35 % pour culminer en 1994, et se sont ensuite maintenues autour de ce niveau. Cette stabilité est attribuable à plusieurs facteurs : la stabilisation de la taille de la population de jeunes adultes; la faiblesse de la reprise économique; des messages contradictoires provenant du marché du travail (la majeure partie des nouveaux emplois nécessitaient un enseignement postsecondaire, mais la récession du début des années 90 a montré que les diplômés universitaires n'étaient pas à l'abri du chômage); la stabilité de la taille et du revenu des familles; la chute observée dans le taux d'épargne des particuliers⁷.

Durant les années 90, il y a plus de femmes que d'hommes dans les universités canadiennes

En 1960, environ un quart des étudiants inscrits dans les universités étaient des femmes, une situation qui différait peu de celle qui existait au début des années 30. Cependant, les choses ont commencé à changer au

TSC

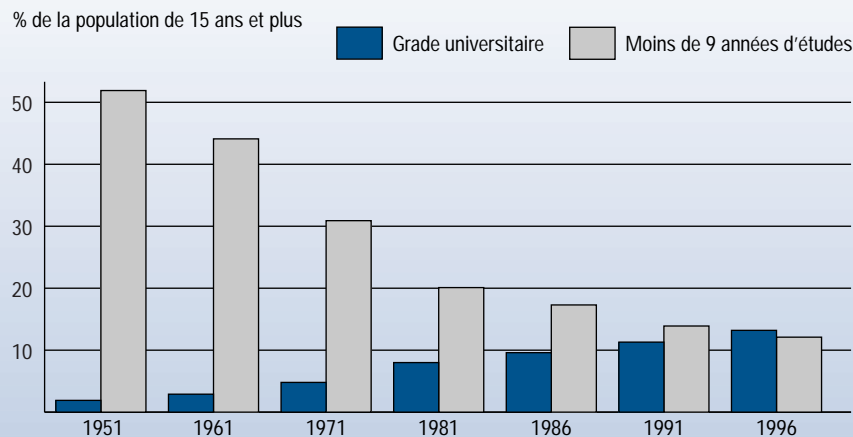
Le taux d'inscription à temps plein dans les universités¹ s'est accru sensiblement depuis la Seconde Guerre mondiale



1. Le nombre total d'étudiants inscrits à temps plein à l'université fait référence au groupe des 18 à 24 ans. Sources : Statistique Canada, produits nos 81-568 et 81-229 au catalogue et calculs de l'auteur.

TSC

Au cours des 50 dernières années, on a observé une hausse rapide et soutenue du niveau de scolarité au Canada



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada, produit n° 93-328 au catalogue et totalisations spéciales.

début des années 60, au moment où les programmes de formation à prédominance féminine ont été transférés des écoles normales (ne conférant pas des grades universitaires) à des universités. En outre, à compter des années 70, de plus en plus de femmes s'inscrivaient dans des champs d'études à prédominance masculine, comme le droit, le génie et la médecine. Dans les années 80 et 90, la formation des infirmières a également été transférée aux universités.

En 1989, on comptait plus de femmes que d'hommes parmi les étudiants inscrits à temps plein dans les universités canadiennes, et la

6. E. Sheffield, D.D. Campbell, J. Homes, B.B. Kymlicka et J.H. Whitelaw, *Systems of Higher Education: Canada*, 1978, p. 8 et 9.

7. Association des universités et collèges du Canada, *Orientations — Portrait de l'université au Canada*, 1999, p. 51.

proportion de femmes n'a cessé d'augmenter jusqu'à la fin des années 90. Toutefois, les femmes sont encore sous-représentées dans les domaines du génie, des mathématiques et des sciences; en 1997, par exemple, 20 % des baccalauréats en génie ont été conférés à des femmes; en 1950, la proportion de bachelières était inférieure à 1 %. En revanche, la proportion de femmes a progressé de manière importante en droit et en médecine, domaines dans lesquels elles représentent maintenant environ la moitié des bacheliers; en 1950, seulement 4 % des grades en droit et 5 % des grades en médecine étaient conférés à des femmes.

Résumé

Dans la période de l'après-guerre, le nombre d'inscriptions dans les écoles primaires du Canada a augmenté plus rapidement que dans tout autre pays industrialisé. De plus grandes attentes, la conviction générale que l'éducation scolaire était le moteur de la mobilité ascendante et une aisance économique en progression ont encouragé les élèves à poursuivre leurs études plus longtemps. Les gouvernements ont augmenté les dépenses consacrées à l'éducation pour atteindre 8 % du PIB (sommet atteint en 1992). En 1997, le Canada comptait parmi les chefs de file mondiaux en matière d'éducation, la proportion du PIB consacrée à l'éducation se situant alors au deuxième rang (derrière les États-Unis) parmi les pays du G7⁸.

8. Organisation de coopération et de développement économiques, *op. cit.*, p. 57.

Warren Clark est analyste principal à la Division de la statistique sociale, du logement et des familles de Statistique Canada.

Revenus et dépenses

par *Cara Williams*

Au début du XX^e siècle, les Canadiens travaillaient très dur pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. À cette époque, le Canada était principalement un pays à vocation agricole, et la plupart des travailleurs étaient des agriculteurs ou travaillaient pour le gîte et le couvert. En 1901, le revenu moyen des personnes qui gagnaient et déclaraient un salaire régulier était de 308 \$ par année¹. En 1997, le revenu moyen déclaré s'établissait à 27 660 \$ par année. Il ne fait pas de doute qu'en ce qui a trait au niveau de vie global, les Canadiens sont dans une situation matérielle plus avantageuse à l'heure actuelle qu'au début du siècle.

Cependant, beaucoup de gens croient que leur niveau de vie a baissé parce que les revenus n'augmentent pas aussi rapidement que dans les années 50 et 60. En outre, les banques alimentaires et les soupes populaires, qu'on associait autrefois à la Crise de 1929, sont réapparues dans les villes canadiennes au début des années 80 et elles continuent de jouer un rôle important dans la subsistance d'un grand nombre de personnes². Les revenus familiaux ont chuté considérablement au cours de la récession de 1981-1982 et ils ne se sont pas redressés avant la fin de la décennie. Par la suite, la récession du début des années 90 et la faible reprise économique qui a suivi ont arrêté à nouveau la progression du revenu familial. Dans le présent article, nous décrivons brièvement l'évolution du revenu moyen et des dépenses des consommateurs au cours des 100 dernières années tout en identifiant certains des facteurs qui ont contribué à leur progression.

L'économie fondée sur le blé et la Première Guerre mondiale

Au début du XX^e siècle, le secteur agricole était le principal moteur de

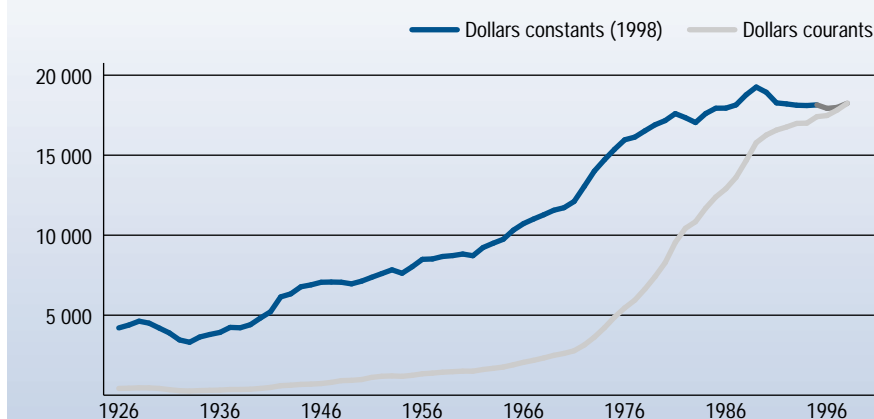
l'économie canadienne. Une période de croissance économique, d'une durée de 15 ans, alimentée par une demande de blé extérieure qui allait en augmentant, avait nécessité la construction d'infrastructures massives au Canada afin de répondre à cette demande. Au cours de cette période, on avait augmenté la superficie des terres arables, fabriqué du matériel agricole et construit le chemin de fer transcontinental. L'arrivée d'immigrants a nécessité également la construction de maisons pour les familles et de silos pour l'entreposage du blé; ces travaux ont contribué notamment à développer l'industrie du bois de sciage en Colombie-Britannique. Entre 1901 et 1911, le nombre de logements a augmenté de près de 40 % au Canada³.

En 1913, les prix du blé ont chuté sur le marché international, le produit intérieur brut (PIB) a reculé et la phase d'expansion économique du blé des Prairies a pris fin. Toutefois, avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale en 1914, la production en temps de guerre a fait croître l'économie canadienne et a ouvert la voie à l'industrialisation. Entre 1914 et 1917, le PIB par habitant a augmenté, mais un taux d'inflation élevé a effacé tout pouvoir d'achat que les travailleurs pouvaient avoir acquis. L'introduction de nouveaux impôts destinés à financer l'effort de guerre du gouvernement a également contribué à réduire les revenus des travailleurs.

1. Les notions de gains et de revenu ont beaucoup changé au cours des 100 dernières années. Nous avons utilisé les données sur les salaires de 1901 et 1997 pour faire ressortir l'écart relatif entre les gains; toutefois, ces données pourraient ne pas être tout à fait comparables.

2. Voir J. Oderkirk, « Les banques alimentaires », *Tendances sociales canadiennes*, printemps 1992.

3. Pour une description plus détaillée des conjonctures économiques du XX^e siècle, voir S. Crompton et M. Vickers, « La population active : 100 ans d'histoire », *Tendances sociales canadiennes*, été 2000.



1. Le revenu personnel disponible par habitant correspond au revenu après impôt divisé par l'ensemble de la population.

Source : Statistique Canada, CANSIM matrice 6967.

C'est en 1916 qu'on a prélevé pour la première fois un impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels (avec effet rétroactif jusqu'en 1914), et un an plus tard, on a introduit l'impôt sur le revenu des particuliers.

Les années 20

Les années 20 ont commencé par une récession. À cette époque, le taux de chômage estimatif avait grimpé à 14 %. Le salaire annuel moyen des travailleurs (en dollars courants) était estimé à 960 \$ au moment du Recensement de 1921. En 1924, l'économie progressait à nouveau et, entre 1926 et 1928, le revenu personnel disponible (le revenu après déduction des impôts) a augmenté de plus de 9 %, passant de 422 \$ à 460 \$ par personne. Après avoir beaucoup discuté de l'introduction d'une pension de retraite pour les personnes âgées, on a promulgué la *Loi des pensions de vieillesse* en 1927. Cette loi a été la première assise du filet national de sécurité sociale et était destinée à subvenir aux besoins des personnes âgées de 70 ans et plus.

La croissance du revenu personnel a favorisé la construction de nouveaux logements; simultanément, les prix des biens de consommation ont diminué.

Ainsi, des biens qui auparavant n'étaient accessibles qu'aux gens fortunés, comme les automobiles, étaient maintenant fabriqués en série et devenaient plus abordables pour un grand nombre de personnes. La popularité de l'automobile a favorisé la croissance dans le secteur des services. Ainsi, afin de servir cette nouvelle clientèle d'automobilistes, des restaurants et des stations-service ont vu le jour le long des autoroutes nouvellement construites. D'autres secteurs de services, dont ceux des services bancaires et d'assurance, ont également progressé, et le commerce de détail s'est développé rapidement.

Cependant, si la baisse des prix était un bienfait pour ceux qui avaient de l'argent pour se procurer des biens et des services, d'autres secteurs de l'économie éprouvaient de façon claire des difficultés en raison de cette diminution des prix. C'était le cas notamment des secteurs des pêches et de l'agriculture dans les Maritimes. Laissant présager ce qui allait se produire dans l'ensemble de l'Amérique du Nord en 1930, la baisse des prix de leurs produits a empêché les agriculteurs et les pêcheurs de participer pleinement à l'économie de consommation naissante.

Nombreux étaient ceux qui espéraient que la prospérité économique des années 20 se poursuive, mais la dernière année de la décennie a apporté un changement spectaculaire. La baisse des prix des marchandises, le krach boursier, un recul de 1 % du revenu personnel disponible et un taux d'épargne négatif ont mis un frein à la progression de l'économie de consommation émergente.

Les années 30

Le krach boursier de 1929 a fait dérailler l'économie canadienne. Bien que la crise économique ait été à l'origine de grandes difficultés, elle n'a pas affecté tout le monde de la même façon. La « classe ouvrière », les agriculteurs des Prairies ainsi que les pêcheurs et les mineurs des Maritimes ont porté le poids de la perte d'emplois et de revenu. En 1930, le salaire annuel moyen a chuté de près de 11 % par rapport à la décennie précédente (passant de 959 \$ à 854 \$). En tentant de protéger les jeunes industries manufacturières contre la concurrence étrangère, le gouvernement a augmenté les tarifs douaniers relatifs aux importations. Même si cette politique a permis de protéger de nombreux emplois dans le secteur manufacturier, elle a aggravé la situation pour les secteurs qui dépendaient des exportations, comme ceux des pêches et de l'agriculture.

Le revenu disponible par habitant a chuté de 44 % entre 1928 et 1933. Au cours de chacune des années comprises entre 1929 et 1936, le taux d'épargne des particuliers a été négatif, car les citoyens qui avaient accumulé des économies ont été obligés de les utiliser pour survivre. Beaucoup de gens n'avaient pas d'économies et, afin de les nourrir, on a ouvert des soupes populaires aux quatre coins du pays. Les dépenses des consommateurs ont chuté de 27 % entre 1930 et 1934, ce qui a entraîné la fermeture d'entreprises qui fournissaient des biens de consommation et

des services, aggravant encore plus le chômage.

À compter de 1934, l'économie a amorcé une lente reprise. Le chômage a reculé; le revenu disponible et les dépenses des consommateurs ont recommencé à progresser, mais ce n'est qu'au début des années 40 qu'ils ont atteint à nouveau les niveaux enregistrés avant la Crise. En 1940, on a introduit l'assurance-emploi au Canada afin d'assurer une sécurité de revenu à certains travailleurs. Ce programme, auquel cotisaient aussi bien les employeurs que les travailleurs, représentait une autre assise du filet de sécurité sociale.

La Seconde Guerre mondiale et la phase d'expansion économique de l'après-guerre

La Seconde Guerre mondiale a eu une incidence marquée sur l'économie du Canada. Cette guerre a nécessité la production de produits agricoles et de biens manufacturés. La phase d'expansion économique créée par ce désastre humanitaire mondial a marqué le début d'une période de croissance qui allait durer 20 ans et qui n'a pas été égalée ces dernières années.

En 1943, le revenu personnel disponible était de 117 % supérieur à ce qu'il avait été 10 ans auparavant; il s'établissait à 624 \$ par personne. Avec la fin de la guerre, le revenu personnel a ralenti sa progression, mais a continué d'augmenter, passant de 692 \$ en 1945 à 801 \$ en 1947. Pour essayer de contrer toute instabilité économique d'après-guerre, le gouvernement fédéral a amélioré le filet de sécurité sociale en introduisant les allocations familiales. Ainsi, en 1945, les mères d'enfants âgés de moins de 16 ans ont commencé à recevoir une allocation mensuelle de 5 \$ à 8 \$ par enfant.

Dans les années 50, l'économie tournait à plein régime. Entre 1951 et 1960, l'inflation et le chômage étaient bas, et le revenu personnel disponible a augmenté de 35 % en dollars courants. La

prospérité économique et la croissance démographique rapide ont favorisé un style de vie beaucoup plus aisé pour la majorité de la population canadienne.

Durant cette période, on a créé toute une série de nouveaux programmes sociaux. Au milieu des années 60, on a créé le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) ainsi que le Supplément de revenu garanti (SRG) afin d'aider davantage les retraités de 65 ans et plus. On a introduit également le régime universel de soins de santé et on a développé le Régime d'assistance publique du Canada afin de systématiser l'aide sociale et d'établir des lignes directrices nationales pour les programmes sociaux.

La présence d'un plus grand nombre d'appareils électroménagers mène-t-elle à des attentes plus élevées?

La nouvelle aisance économique a ouvert la voie à la consommation de masse annoncée par le marketing et la publicité. Les attentes des Canadiens en ce qui a trait aux « nécessités de la vie » ont augmenté de manière importante au cours de l'après-guerre. Après la Seconde Guerre mondiale, les gens souhaitaient avoir une maison et assurer un meilleur niveau de vie à leur famille. Le développement des banlieues a fait de la possession d'une voiture une nécessité.

On a équipé les maisons de toutes sortes d'appareils électroménagers destinés à économiser temps et efforts : machines à laver, aspirateurs, sècheuses, batteurs, lave-vaisselle, mélangeurs et, plus tard, fours à micro-ondes. On a créé de nouveaux produits à un rythme effréné; ces articles contribuaient à la nouvelle aisance des ménages et la reflétaient aussi. Ainsi, en 1972, moins de 10 % des ménages possédaient un lave-vaisselle, alors qu'en 1997, près de la moitié des foyers en étaient dotés. Les fours à micro-ondes ont été adoptés encore plus rapidement : en 1979, on en trouvait dans seulement 5 % des

ménages, mais en 1998, cette proportion avait grimpé à plus de 88 %. À l'inverse, la nécessité de posséder certains appareils électroménagers a diminué au fil des ans. C'est le cas notamment de la machine à coudre. En 1973, 68 % de tous les ménages en possédaient une, alors que cette proportion n'était plus que de 55 % en 1990.

La croissance de l'économie de consommation se reflète dans la façon de dépenser propre à cette époque. Entre 1961 et 1970, les dépenses réelles corrigées en fonction de l'inflation qui sont consacrées par chaque habitant à l'achat de biens durables (comme des voitures, des machines à laver et des sècheuses, des téléviseurs et des meubles) ont augmenté de 70 %, passant de 386 \$ à 650 \$ par personne.

L'économie en mutation

Jusqu'en 1972, l'économie avait progressé à un rythme accéléré, le nombre de femmes arrivant sur le marché du travail allait en augmentant (plus d'un million de femmes ont joint la population active entre 1960 et 1970) et la population canadienne connaissait une prospérité presque sans précédent. Beaucoup de gens étaient d'avis que la croissance économique de l'après-guerre allait continuer jusqu'au XXI^e siècle, mais au milieu des années 70, il était devenu évident que cela n'allait pas être le cas. En 1972, le taux d'inflation a commencé à augmenter et les taux d'intérêt ont suivi cette tendance ascendante. En 1977, le taux de chômage dépassait la marque de 8 %.

En août 1981, le taux d'escompte de la banque centrale atteignait un sommet, à un peu plus de 21 % et, en 1982, le taux de chômage avait dépassé 11 %. L'effervescence économique de l'après-guerre cédait la place au plus important ralentissement qu'avait connu l'économie depuis la Grande Crise de 1929. Les banques alimentaires et les soupes populaires ont réapparu partout au pays afin de venir en aide aux plus

Au début des années 80, l'économie du Canada a fait face à une grave récession. Tout au long de la décennie qui a suivi, on allait constater une polarisation de la population active par une répartition inégale des salaires et des heures de travail entre travailleurs d'âges et de niveaux de compétence différents. À ces facteurs économiques est venu s'ajouter un changement dans la composition des familles (augmentation du nombre de familles monoparentales) et une réduction continue des paiements de transfert du gouvernement, si bien que après la reprise économique, la proportion de la population canadienne à faible revenu n'a pas diminué. Trois groupes sont considérés comme les plus susceptibles de devoir compter sur un faible revenu : les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Les femmes et les personnes âgées à faible revenu

En 1998, 13 % des femmes (2 millions) vivaient sous le seuil de faible revenu (SFR) après impôt, comparativement à un peu plus de 11 % de la population masculine. Les femmes âgées représentent la majeure partie de l'écart existant entre les femmes et les hommes. En 1998, 11 % des femmes âgées de 65 ans et plus (comparativement à près de 6 % des hommes âgés) ont déclaré un revenu inférieur au SFR après impôt.

Le faible revenu chez les personnes âgées est devenu une source de préoccupation grandissante durant la période de l'après-guerre. En 1980, 26 % des aînés (principalement des femmes) vivaient toujours sous le SFR après impôt. En 1998, cette proportion avait chuté à un peu moins de 9 %. Ce recul était attribuable au fait qu'un plus grand nombre de personnes âgées étaient admissibles à une prestation complète du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ), en particulier les femmes qui, en raison de leur présence accrue au sein de la population active, avaient elles-mêmes contribué au RPC/RRQ de manière indépendante de leur mari. L'incidence de faible revenu parmi les aînés dans le cas de familles époux-épouse avait diminué, passant de 6 % en 1980 à 2 % en 1998.

Le changement de la composition des familles a une incidence importante sur l'appartenance ou non des enfants à la catégorie des personnes à faible revenu

En 1980, juste avant la récession, 12 % des enfants au Canada vivaient au sein de familles à faible revenu¹. En 1996, cette proportion avait atteint un sommet et s'établissait à 17 %; en 1998, elle avait reculé à 14 %. L'éclatement de la famille et le chômage des parents sont considérés comme deux des principaux facteurs faisant en sorte qu'une proportion élevée d'enfants vivent toujours au sein de ménages à faible revenu. En 1998, par exemple, un peu plus de 38 % des familles monoparentales vivaient au-dessous du SFR après impôt, comparativement à seulement 7 % des familles biparentales. De façon analogue, parmi les familles dont le chef du ménage a connu le chômage au cours de 1998, la proportion de

faible revenu était de près de 15 %; elle n'était que de 7 % dans le cas des ménages dont le chef n'avait pas été en chômage au cours de l'année en question.

Bien que ce soit un événement relativement rare, le changement dans la composition des familles a une incidence importante sur l'appartenance d'une famille à la catégorie des personnes à faible revenu. Une étude de données longitudinales relatives aux années 1993 et 1994² a montré que 99 % des enfants vivant avec un parent seul qui s'est marié³ quittaient la catégorie des personnes à faible revenu, comparativement à 21 % des enfants qui restaient au sein d'une famille monoparentale. De façon analogue, dans le cas des familles où il y a eu une séparation, 61 % des enfants entraient dans la catégorie des personnes à faible revenu, comparativement à 13 % des enfants des familles dans lesquelles il n'y a pas eu de séparation.

L'appartenance à la catégorie des personnes à faible revenu est-elle un phénomène temporaire ou permanent?

Environ la moitié des personnes qui traversent une période de faible revenu au cours d'une année donnée vont vivre au-dessous du SFR pendant seulement une année. Toutefois, plusieurs facteurs clés ont une incidence sur la probabilité de connaître une telle situation pendant un laps de temps prolongé (quatre ans et plus) : avoir un faible niveau de scolarité; être étudiant; vivre seul ou au sein d'une famille monoparentale. En outre, les Canadiens qui présentent des limitations liées au travail, qui font partie d'une minorité visible ou qui ont immigré après 1976 sont plus susceptibles d'avoir un faible revenu durant un laps de temps prolongé.

- Pour obtenir plus de renseignements, voir *Le revenu au Canada*, produit n° 75-202-XIF au catalogue de Statistique Canada; *Qu'est-ce qui explique les mouvements des enfants vers la situation de faible revenu et hors de celle-ci, les changements de situation sur le marché du travail ou le mariage et le divorce?*, Direction des études analytiques, produit n° 11F0019MPF, n° 132 au catalogue de Statistique Canada; *Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils exposés au faible revenu?*, Direction des études analytiques, produit n° 11F0019MPF, n° 146 au catalogue de Statistique Canada; *Femmes au Canada, 2000 : rapport statistique fondé sur le sexe*, produit n° 89-503-XP au catalogue de Statistique Canada.

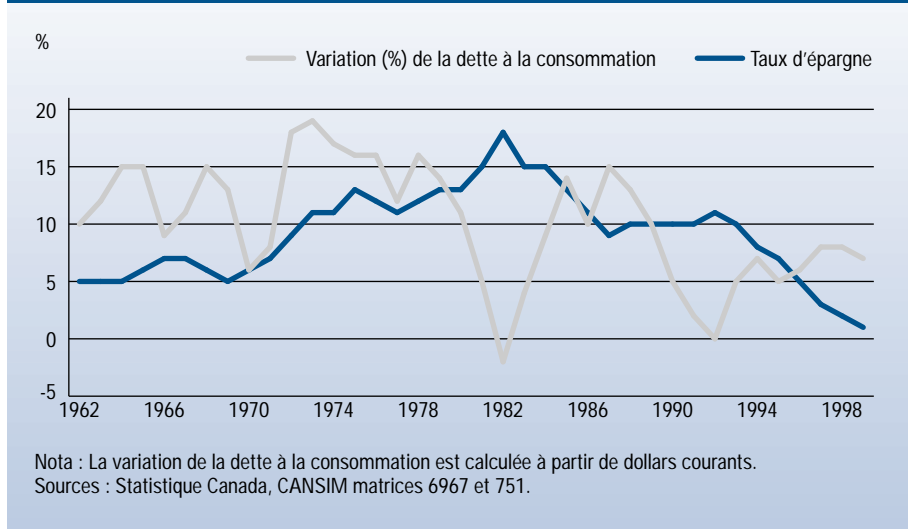
1. Les estimations de faible revenu sont fondées sur les seuils de faible revenu après impôt de 1992.
2. Dans la présente étude, le faible revenu est défini comme un revenu inférieur à 50 % du revenu familial médian corrigé (équivalent adulte) de 1993.
3. La notion de mariage comprend les unions de fait.

vulnérables⁴. Face à l'incertitude économique, les Canadiens ont réduit les dépenses consacrées aux produits alimentaires et aux services et ont commencé à économiser une plus grande proportion de leur revenu. Entre 1981 et 1982, les dépenses réelles relatives aux biens et aux services ont diminué de plus de 2 %. Les dépenses personnelles portant sur certains biens durables et semi-durables ont diminué de façon encore plus marquée. Ainsi, les dépenses consacrées à l'achat de véhicules neufs et d'occasions, par exemple, ont chuté de près de 17 %. En 1982, le taux d'épargne des particuliers a augmenté, pour atteindre près de 18 % du revenu disponible.

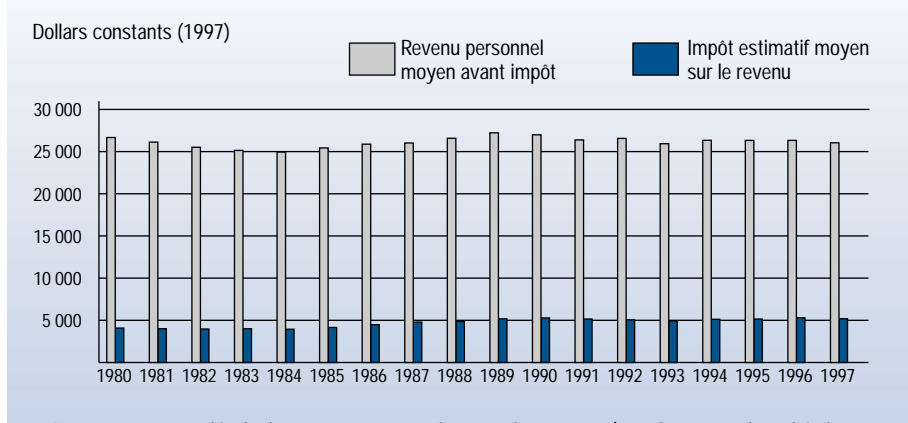
À la fin de 1983, le chômage avait baissé légèrement, la tension inflationniste avait diminué et les dépenses recommençaient à augmenter. À la fin de la décennie, les Canadiens s'étaient endettés davantage. Durant les années 80, le crédit à la consommation avait augmenté de 9 %, passant de 3 481 \$ par personne en 1980 à 3 791 \$ par personne en 1989 (en dollars constants), le crédit devenant plus facile à obtenir par l'intermédiaire de prêts et de cartes de crédit⁵. À la fin des années 80, on a également observé les premières compressions dans le système de bien-être social; le principe de l'universalité a été supprimé dans le cas des allocations familiales et de la sécurité de la vieillesse et on a procédé à une réduction des prestations de l'assurance-emploi.

Par ailleurs, on a qualifié les années 80 de « décennie de l'excès ». À l'exception de la récession de 1981-1982, les dépenses des consommateurs ont été importantes au cours de cette décennie. Les appareils électroniques de divertissement, qui étaient considérés initialement comme un luxe et comme un symbole de statut social, sont devenus une nécessité en l'espace de quelques années. Ainsi, en 1998, la plupart des ménages étaient dotés d'un magnétoscope, d'un téléviseur couleur, d'un lecteur de disques compacts et du

TSC Depuis 1993, le taux d'épargne est en baisse, alors que la dette à la consommation est en hausse



TSC Au cours des années 80 et 90, le revenu personnel¹ a stagné, alors que l'impôt estimatif sur le revenu a augmenté



1. Le revenu personnel inclut le revenu provenant de toutes les sources (c.-à-d. revenus d'emploi, de placement et de pension, transferts gouvernementaux et autres sources de revenu); l'impôt estimatif sur le revenu inclut l'impôt fédéral et provincial à payer sur le revenu et les gains en capital.
Source : Statistique Canada, produit n° 13F0022XCB au catalogue.

câble; près de la moitié des foyers possédaient un ordinateur.

Les dépenses réelles par habitant consacrées à des biens de consommation et à des services ont augmenté de 18 % au cours des années 80. Les dépenses portant sur des services comme les activités récréatives, les divertissements, l'éducation et les activités culturelles ont augmenté de près de 50 % par habitant, passant de 909 \$ à 1 358 \$. Les biens durables ont continué d'avoir la cote auprès des

consommateurs : les dépenses réelles par habitant portant sur des articles à prix élevé ont en effet augmenté de 51 %, pour atteindre 1 898 \$ par habitant.

Les années 90 ont été une période agitée. Les premières années de la

4. J. Oderkirk, *op. cit.*
5. Les hypothèques sont exclues de la dette au chapitre du crédit à la consommation.

décennie ont été caractérisées par un ralentissement de l'économie et par d'autres compressions dans les programmes sociaux du gouvernement. Les taux de chômage sont restés bien au-dessus de la marque de 10 % au cours de la première partie de la décennie; toutefois, la récession n'a pas été accompagnée par des taux d'inflation élevés, comme cela a été le cas à la fin des années 70 et au début des années 80. En fait, après 1991, l'inflation annuelle a été bien inférieure à 3 %, mais les revenus ont stagné. En dollars constants, le revenu individuel moyen a diminué de plus de 2 % durant la première moitié des années 90 (passant de 26 991 \$ en 1990 à 26 327 \$ en 1995). Cette diminution, doublée d'une hausse des impôts, a entraîné une réduction du pouvoir d'achat : ainsi, entre 1980 et 1997, le fardeau fiscal estimatif des particuliers a augmenté de plus de 27 %, alors que le revenu réel avant impôt a diminué de plus de 2 %.

Le revenu des familles a diminué avec la baisse du revenu individuel. Entre 1980 et 1997, le revenu réel avant impôt a augmenté de moins de 1 %, mais au cours de cette même période, l'impôt moyen sur le revenu payé par les familles a augmenté de 32 %. Cela a entraîné une diminution de 5 % du revenu familial après impôt.

Les dépenses consacrées à des biens de consommation et à des services ont néanmoins continué d'augmenter durant les années 90. En effet, entre 1990 et 1999, les dépenses réelles par habitant consacrées à des biens de consommation et à des services ont augmenté de près de 12 % (passant de 14 801 \$ à 16 533 \$).

Une partie de ces dépenses était effectuée à crédit, et le volume de la dette des consommateurs a augmenté au cours des années 90. La dette au chapitre du crédit à la consommation (y compris les cartes de crédit) a augmenté de 22 % entre 1990 et 1999 pour atteindre un niveau record (4 584 \$ par personne). Simultanément,

le taux d'épargne des particuliers a chuté, passant de 9,5 % à 1,4 % du revenu disponible, ce qui correspond à un recul de plus de 85 %.

Résumé

Le XX^e siècle a été caractérisé par une énorme amélioration du bien-être économique général de la population canadienne. Au début du siècle, la plupart des gens disposaient de peu d'argent à consacrer à autre chose qu'aux nécessités de la vie. Au cours de ce siècle, il y a eu à la fois la Crise de 1929 et la croissance économique sans précédent des années 50 et 60. C'est peut-être en raison de l'énorme croissance de l'après-guerre que les Canadiens avaient l'impression, à la fin des années 90, que leur bien-être économique avait diminué. Les années 80 et 90 ont été des périodes difficiles pour bon nombre d'entre eux : les emplois n'offrent plus de sécurité durant une vie entière et la stagnation des salaires, doublée des compressions budgétaires des gouvernements, fait penser aux gens que leur niveau de vie est en train de diminuer.

Bien que les années 90 aient commencé avec une récession, elles ont pris fin avec une forte reprise économique. Les niveaux de chômage ont été inférieurs à ce qu'ils avaient été pendant 10 ans. Pour la première fois depuis 1972, le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux ont affiché des excédents budgétaires, l'impôt sur le revenu a commencé à diminuer et le revenu disponible s'est mis à augmenter à un taux supérieur à l'inflation. Les Canadiens espèrent maintenant que la prospérité économique de la fin des années 90 se traduira par un pouvoir d'achat et une richesse accrue.

Cara Williams est analyste à la Division de la statistique sociale, du logement et des familles de Statistique Canada.

Santé

par Susan Crompton

Si l'on accorde une plus grande valeur à la santé qu'à la richesse, alors l'accroissement du niveau de vie général des Canadiens au cours du XX^e siècle n'est rien en comparaison des gains appréciables qui ont été réalisés dans le domaine de la santé. Au XIX^e siècle, les maladies infectieuses et transmissibles comme la typhoïde, le choléra, la diphtérie et la scarlatine, pour ne nommer que celles-ci, ont décimé les populations des collectivités agricoles et des villes du Canada. À l'époque, nombreux étaient les décès causés par des plaies infectées et la septicémie provoquées par des conditions et des pratiques insalubres. En outre, des milliers de femmes sont mortes après l'accouchement des suites d'une fièvre puerpérale.

Les maladies infectieuses et transmissibles ont été introduites au Canada par le biais des nouveaux arrivants venus d'Europe et d'Asie par bateau; elles se sont propagées dans les collectivités bordant les cours d'eau depuis New York et la Nouvelle-Orléans. Quatre poussées épidémiques majeures de choléra se sont produites entre 1832 et 1854. De même, des épidémies de diphtérie se sont déclarées assez régulièrement vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Les épidémies de rougeole, qui frappaient habituellement les enfants de trois à sept ans, étaient elles aussi fréquentes (par exemple celle qui a sévi dans le district de la rivière Rouge en 1846). À la fin du XIX^e siècle, plus de 3 000 Montréalais sont morts lors d'une épidémie de variole, et ce, malgré l'existence d'un vaccin¹. Le

1. Les autorités avaient décrété un programme de vaccination obligatoire contre la variole, mais les Montréalais s'y sont véhément opposés, leur résistance ne s'estompant qu'avec l'accroissement du nombre de morts. E. Briggs et C. Briggs, *Before modern medicine: Diseases and yesterday's remedies*, 1998, p. 80.

dernier foyer de variole a été signalé à Windsor (Ontario) en 1924.

Le développement de la science de la bactériologie, durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, est venu bouleverser la relation entre l'homme et les maladies. Ayant appris que les maladies étaient transmises par des microbes, les médecins ont compris qu'ils pouvaient lutter contre celles-ci en prévenant leur transmission. C'est en grande partie grâce aux mesures de lutte et de prévention des maladies infectieuses instaurées dans le cadre des programmes de santé publique que l'espérance de vie des Canadiens s'est sensiblement accrue au cours des 100 dernières années. Entre 1920 et 1990, l'espérance de vie d'un Canadien à la naissance est passée de 59 à 78 ans. Les femmes ont ainsi gagné 20 années de plus (leur espérance de vie passant de 61 à 81 ans) et les hommes, 16 années de plus (celle-ci passant de 59 à 75 ans). Dans le présent article, nous donnons un aperçu des changements dans l'état de santé de la population canadienne au cours des 100 dernières années et examinons plus particulièrement les problèmes de santé qui préoccupent actuellement la population canadienne durant l'enfance, la quarantaine et la vieillesse.

Les principales causes de décès ont bien changé

Au début des années 20, les maladies du cœur et du rein étaient les principales causes de décès au Canada², le taux de mortalité annuel s'établissant à 222 pour 100 000 habitants. Venaient ensuite la grippe, la bronchite et la pneumonie (141 décès pour 100 000), puis les maladies infantiles. À cette époque, plus de personnes mouraient de la tuberculose que du cancer. Les maladies intestinales comme la gastrite, l'entérite et la colite, de même que les maladies transmissibles comme la diphtérie, la rougeole, la coqueluche et la scarlatine, figuraient également parmi les principales causes de décès.

TSC

Les principales causes de décès ont grandement changé au cours du XX^e siècle

	Taux pour 100 000
1921-1925	
Ensemble des causes	1 030,0
Maladies cardiovasculaires et rénales	221,9
Grippe, bronchite et pneumonie	141,1
Maladies infantiles	111,0
Tuberculose	85,1
Cancer	75,9
Gastrite, duodénite, entérite et colite	72,2
Accidents	51,5
Maladies transmissibles	47,1
1996-1997	
Ensemble des causes	654,4
Maladies cardiovasculaires (maladies cardiaques et AVC)	240,2
Cancer	184,8
Bronchopneumopathie chronique obstructive	28,4
Blessures non intentionnelles	27,7
Pneumonie et grippe	22,1
Diabète sucré	16,7
Maladies héréditaires et dégénératives du système nerveux central	14,7
Affections des artères, des artéoles et des capillaires	14,3
Nota : Le classement des maladies par catégorie a été modifié au fil des ans. Les taux en 1996-1997 ont été normalisés selon l'âge.	
Sources : Statistique Canada, produits nos 11-516 et 84-214 au catalogue.	

L'introduction à grande échelle des vaccins et des antibiotiques est venue en bonne partie compléter les progrès réalisés grâce aux programmes de santé publique. Des vaccins contre la diphtérie, le tétanos, la typhoïde et le choléra ont été mis au point à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle³. Les années 40 ont marqué l'arrivée de la pénicilline, laquelle constituait un remède, entre autres, pour la tuberculose, la septicémie, la pneumonie et la typhoïde⁴. En 1950, la proportion de personnes chez qui on a diagnostiqué la diphtérie et la typhoïde a rapidement diminué à moins de 5 pour 100 000 et, durant les années 70, l'incidence de maladies comme la rougeole, la coqueluche et la scarlatine

est devenue si faible qu'on en est venu à considérer ces maladies principalement comme des nuisances. C'est

2. F.H. Leacy, *Statistiques historiques du Canada*, 2^e éd., 1983. Les taux de mortalité associés aux maladies cardiovasculaires et rénales sont réunis dans une même catégorie.
3. R. Porter, *The Greatest Benefit to Mankind: A medical history of humanity from antiquity to the present*, 1997, p. 439, 442 et 443.
4. La pandémie de grippe qui a sévi en 1918-1919 a causé la mort de 21 millions de personnes partout dans le monde, dont 50 000 au Canada. Les décès ont principalement été causés par la pneumonie, une maladie incurable avant la découverte de la pénicilline. E. Briggs et C. Briggs, *op. cit.*, p. 22 et 61.

Santé publique : l'assainissement des villes a contribué à l'élimination de maladies majeures

Au XIX^e siècle, les épidémies étaient pratiquement monnaie courante dans les villes industrielles d'Europe. Surpeuplés, avec des fosses d'aisances qui débordaient, des tas d'ordures empilés dans les rues et les cours des immeubles résidentiels et commerciaux, ainsi qu'une eau potable insalubre, les quartiers ouvriers pauvres des villes britanniques, allemandes et américaines constituaient des milieux propices à la propagation de la typhoïde, de la scarlatine, de la coqueluche, de la diphtérie et de plusieurs autres maladies. À l'époque, la tuberculose était la maladie la plus meurtrière; le choléra, la plus terrifiante.

Lorsque les importants progrès réalisés en bactériologie ont démontré que bon nombre des pires maladies étaient propagées par des bactéries et des virus présents dans l'eau, l'air et les aliments, les autorités ont alors été en mesure de lutter beaucoup plus efficacement contre les épidémies. Les autorités de santé publique ont instauré des mesures axées sur l'assainissement de l'eau, l'évacuation des eaux usées, l'élimination des ordures et la manipulation hygiénique des aliments afin de prévenir les épidémies. Les villes offrant un approvisionnement en eau potable pure et filtrée ainsi que des systèmes adéquats d'évacuation des eaux usées et d'enlèvement des ordures ont enregistré une baisse remarquable et soutenue des foyers de maladies infectieuses et transmissibles. Dans les hôpitaux, le fait d'utiliser de simples antiseptiques comme l'acide phénique et l'iode pour traiter les plaies et de demander aux médecins de se laver les mains avant d'examiner chaque patient a grandement réduit les décès causés par les infections.

À partir des années 1850 et 1860, des conseils de santé publique ont été mis en place en Angleterre pour réglementer et faire respecter les mesures de contrôle sanitaire; aux États-Unis, des mesures similaires ont été adoptées de manière assez fragmentée à partir des années 1870.

Au Canada, les provinces ont commencé à mettre en place des commissions d'hygiène durant les années 1880 pour voir à l'administration et à l'application des règlements en matière de santé publique. Ces commissions provinciales et municipales pouvaient, par exemple, étudier l'origine des foyers de maladie, faire appliquer les mesures de quarantaine ou imposer des programmes de vaccination obligatoire. Avec l'élargissement de leurs fonctions et de leurs responsabilités, ces commissions ont pris un caractère plus professionnel, embauchant des spécialistes en santé publique pour élaborer et administrer les programmes.

Vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la plupart des épidémies qui avaient décimé les populations urbaines de l'Europe et de l'Amérique du Nord avaient été maîtrisées et les taux de mortalité avaient sensiblement diminué.

- Pour obtenir plus de renseignements, voir E. Briggs et C. Briggs, *Before modern medicine: Diseases and yesterday's remedies*, Winnipeg, Westgarth, 1998; Bureau fédéral de la statistique, *Canada, un siècle, 1867-1967*, Ottawa, ministère du Commerce, 1967; R. Porter, *The Greatest Benefit to Mankind: A medical history of humanity from antiquity to the present*, London, HarperCollins Publishers, 1997.

peut-être ce qui explique la recrudescence des cas de rougeole et de coqueluche durant la première moitié

des années 90, cette hausse laissant croire à un abandon de la vaccination, les parents ayant oublié le pouvoir

meurtrier de ces maladies. À la fin des années 90, toutefois, le taux d'incidence de ces deux maladies était de nouveau à la baisse.

Depuis 1987, le taux de nouveaux cas évolutifs de tuberculose demeure relativement stable à environ 6 pour 100 000. La tuberculose est toutefois une maladie opportuniste, qui s'attaque aux personnes dont la résistance aux infections est déjà réduite en raison d'une malnutrition ou de mauvaises conditions de vie. Ainsi, par exemple, le taux d'incidence de la tuberculose est quatre fois plus élevé dans la population autochtone que dans la population en général⁵.

Les maladies cardiovasculaires (maladies cardiaques et accident vasculaire cérébral [AVC]) demeurent aujourd'hui encore la principale cause de décès au Canada, comme c'était le cas au début du XX^e siècle. Pourtant, le taux de ces maladies a fortement diminué au cours des 50 dernières années, sans doute grâce aux changements dans le mode de vie (le fait de ne pas fumer, l'adoption d'un régime alimentaire faible en gras, l'activité physique) et à l'amélioration des traitements (nouveaux médicaments, nouvelles techniques médicales et chirurgicales). Par contre, le taux de cancer s'est accru à un point tel que cette maladie est devenue la deuxième cause de décès au Canada, alors qu'elle se situait au cinquième rang en 1921.

Toutefois, les taux de mortalité de différents groupes d'âge montrent très clairement que ces deux maladies sont les principales causes de décès chez les personnes âgées. Les maladies cardiovasculaires sont en effet la principale cause de décès chez les Canadiens de 75 ans et plus, et le cancer est la principale cause de décès chez les

5. Santé Canada, Statistique Canada et Institut canadien d'information sur la santé, *Rapport statistique sur la santé de la population canadienne*, 1999, p. 280.

personnes de 40 à 69 ans. De plus, contrairement à ce qu'on observait il y a 100 ans, alors que les enfants étaient les principales victimes de bon nombre de maladies, aujourd'hui, les Canadiens meurent principalement de maladies liées au vieillissement⁶.

Émergence de nouveaux problèmes de santé durant l'enfance

En 1921, le taux de mortalité chez les enfants de moins d'un an était de 102 pour 1 000 naissances vivantes; en termes plus précis, cela signifiait que 10 % des enfants mouraient avant l'âge d'un an, et 4 %, avant un mois. En 25 ans, ce taux a été réduit de près de la moitié, passant à 48 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1946 et, en 1996, il se situait en deçà de 6 pour 1 000.

On associe cette diminution de la mortalité néonatale et infantile à l'amélioration des soins prénatals, notamment à une meilleure alimentation durant la grossesse, à de meilleures mesures d'hygiène, ainsi qu'aux progrès technologiques dans la prise en charge du fœtus avant, pendant et après l'accouchement. Au début des années 30, l'immaturation du fœtus et les anomalies congénitales — des problèmes traités aujourd'hui régulièrement par les services de néonatalité — constituaient la principale cause de mortalité infantile. Les autres causes dominantes de décès de l'époque (diarrhée et entérite, bronchite et pneumonie, et maladies transmissibles) sont aujourd'hui en grande partie évitables par l'adoption de mesures d'hygiène et la vaccination ou peuvent être guéries par des antibiotiques.

De nos jours, ce sont davantage les problèmes chroniques que les maladies aiguës qui constituent les principaux problèmes de santé des enfants canadiens. En partie à cause de l'amélioration des interventions médicales, notamment des technologies néonatales et de l'accroissement des

naissances multiples, il semble que les nouveau-nés prématurés (moins de 37 semaines) et les bébés ayant un faible poids à la naissance (moins de 2 500 grammes) soient en hausse. (Ces deux conditions sont souvent liées : en 1996, 53 % des bébés prématurés avaient une insuffisance de poids.) Or, les petits bébés présentent non seulement un taux de mortalité plus élevé que les bébés ayant un poids normal, mais ils souffrent également d'un plus grand nombre de problèmes de santé susceptibles de persister à l'âge adulte. Selon une étude réalisée en 1999 sur des enfants canadiens de moins de trois ans, on a observé une corrélation significative entre le fait d'être un bébé prématuré de faible poids né d'une mère en mauvaise santé et d'avoir un mauvais état de santé durant l'enfance⁷.

L'accroissement rapide de l'incidence de l'asthme est un autre problème qui préoccupe vivement les professionnels de la santé. Ainsi, le pourcentage d'enfants canadiens de moins de 15 ans chez qui un diagnostic d'asthme a été posé est passé de moins de 3 % en 1978-1979 à plus de 11 % en 1994-1995. L'asthme est par ailleurs plus fréquent chez les garçons que chez les filles (13 % contre 9 %), chez les enfants d'âge scolaire que chez ceux d'âge préscolaire (13 % contre 7 %), ainsi que chez les enfants vivant dans des familles à faible revenu ou à revenu plus élevé. On observe également un lien étroit entre la manifestation de l'asthme chez l'enfant et le fait d'avoir des antécédents de bronchite ou d'allergies, et d'avoir un ou deux parents ayant des antécédents d'asthme. Or, l'asthme peut grandement détériorer la qualité de vie des enfants : comparativement aux autres enfants, les enfants asthmatiques sont en effet sept fois plus susceptibles d'avoir une santé passable ou d'être en mauvaise santé (7 % contre 1 %) et quatre fois plus susceptibles d'être limités dans leurs activités (13 % contre 3 %)⁸.

Amélioration de l'état de santé des jeunes adultes et des adultes d'âge moyen

Les accidents (principalement les accidents d'automobiles, les chutes, les suicides et les homicides) constituent la principale cause de décès chez les jeunes adultes de 25 à 39 ans. En 1997, le taux de mortalité associée aux accidents variait entre 37 et 40 pour 100 000, les accidents d'automobiles étant la principale cause de mort accidentelle. Les décès causés par le cancer dans ce groupe d'âge ne sont notables qu'en raison de leur fréquence peu élevée : le taux de mortalité causée par le cancer variait en effet entre 7 et 24 pour 100 000. En fait, selon les estimations de l'Institut national du cancer du Canada, la probabilité est seulement de 1 sur 90 qu'une femme de 30 ans souffre d'un cancer avant l'âge de 40 ans, et elle n'est que de 1 sur 143 pour un homme du même âge.

En revanche, le cancer est la principale cause de décès chez les Canadiens dans la quarantaine et la cinquantaine. Les taux de mortalité associée à cette maladie demeurent toutefois relativement faibles : en 1997, ils s'établissaient à moins de 100 pour 100 000 adultes dans la quarantaine et

6. À titre d'exemple, l'accroissement de l'âge de la population a eu un effet considérable sur l'incidence croissante du cancer au Canada. On estime ainsi que le vieillissement de la population est responsable, à lui seul, du tiers de plus de 30 000 décès causés par le cancer chez les hommes en 1995 et de plus du quart des 25 000 décès causés par le cancer chez les femmes (en présumant que les taux de mortalité enregistrés en 1971 sont demeurés constants). Institut national du cancer du Canada, *Statistiques canadiennes sur le cancer 2000*, 2000, p. 28 et 29.

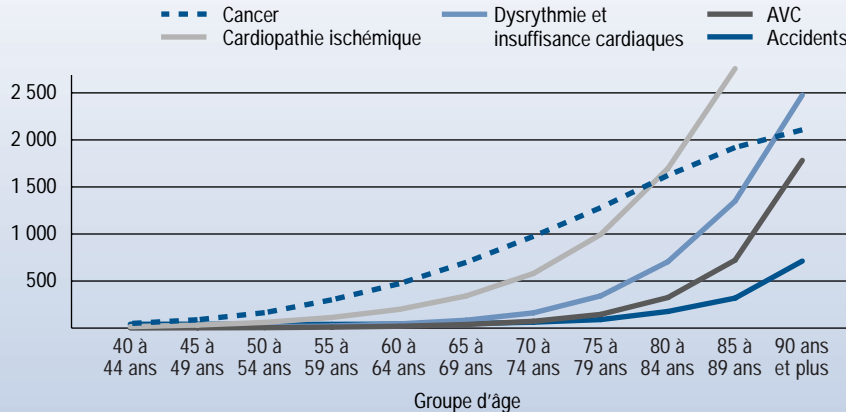
7. J. Chen et W.J. Millar, « Issue de la grossesse, milieu social et santé de l'enfant », *Rapports sur la santé*, vol. 10, n° 4, printemps 1999.

8. W.J. Millar et G.B. Hill, « L'asthme chez l'enfant », *Rapports sur la santé*, vol. 10, n° 3, hiver 1998.

TSC

Le cancer est la principale cause de décès chez les adultes de 40 à 75 ans, alors que les cardiopathies ischémiques constituent la principale cause chez les personnes de 75 ans et plus

Taux pour 100 000 (1997)



Nota : Le taux de mortalité causée par les cardiopathies ischémiques chez les personnes de 90 ans et plus est de 4 971,2 pour 100 000.

Source : Statistique Canada, produit n° 82F0075XCB au catalogue.

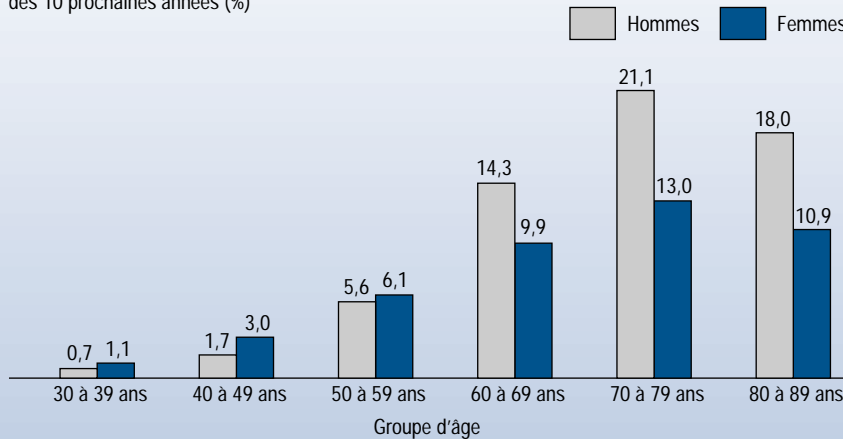
L'introduction de meilleurs traitements a aussi contribué à l'amélioration de l'état de santé des adultes canadiens, tout comme les efforts d'éducation axés sur la prévention des maladies. Interrogées en 1996-1997 sur les moyens pris au cours de l'année précédente en vue d'améliorer leur santé, près de la moitié (48 %) des personnes de 45 à 64 ans ont déclaré avoir pris des mesures en ce sens. En effet, ce groupe de Canadiens soucieux de leur santé a indiqué le plus souvent l'activité physique comme moyen préconisé pour y arriver. Un grand nombre d'entre eux ont également déclaré avoir perdu du poids ou avoir changé leurs habitudes alimentaires.

La plus faible prévalence du tabagisme est un autre facteur qui, de l'avis des chercheurs, a contribué à l'amélioration de l'état de santé de la population. Selon l'Institut national du cancer du Canada, le tabagisme est la cause du quart des décès qui surviennent chez les 35 à 84 ans. La baisse importante du taux de tabagisme chez les personnes d'âge moyen est associée à une diminution du taux de maladies cardiaques, ainsi qu'à une stabilisation du taux d'incidence de certains types de cancers.

TSC

La probabilité d'être atteint ou atteinte du cancer au cours de la prochaine décennie est très faible pour les personnes dans la trentaine et la quarantaine

Probabilité d'être atteint ou atteinte du cancer au cours des 10 prochaines années (%)



Source : Institut national du cancer du Canada, *Statistiques canadiennes sur le cancer 2000*.

entre 160 et 300 pour 100 000 Canadiens dans la cinquantaine. Les cancers du poumon, du sein et du côlon constituent les principales causes de décès à la suite d'un cancer.

Ce qui semble préoccuper davantage les adultes d'âge moyen sont les maux et les douleurs que laisse présager le vieillissement. Dans l'ensemble, les Canadiens sont toutefois en meilleure santé aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y

a 20 ans, selon diverses mesures. Une récente analyse menée auprès d'adultes de trois cohortes d'âge différentes révèle que, après neutralisation de l'effet de l'âge, la probabilité de souffrir d'une maladie cardiaque, d'hypertension artérielle, d'arthrite ou d'une limitation d'activité est beaucoup moins élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était à la fin des années 70, et ce, autant pour les hommes que pour les femmes⁹.

La plupart des personnes âgées continuent de vivre chez elles

Les maladies cardiovasculaires constituent la principale cause de maladie, d'incapacité et de décès au Canada, ainsi qu'une des principales causes d'hospitalisation au pays¹⁰. Elles sont également la principale cause de décès chez les Canadiens de 75 ans et plus. En 1997, le taux de mortalité associée à ces maladies était de 1 735 pour 100 000

9. J. Chen et W.J. Millar, « Les générations récentes sont-elles en meilleure santé? », *Rapports sur la santé*, vol. 11, n° 4, printemps 2000.

10. Fondation des maladies du cœur du Canada, *Le nouveau visage des maladies cardiovasculaires et des accidents vasculaires cérébraux au Canada 2000, 1999*.

	32 à 49 ans		50 à 67 ans		68 à 85 ans	
	1978-1979	1996-1997	1978-1979	1996-1997	1978-1979	1996-1997
%						
Hommes						
Maladies cardiaques	1,4	1,1	10,5	8,1	20,4	19,8
Hypertension artérielle	9,7	5,0	21,7	18,6	32,2	26,0
Diabète	1,1	1,7	4,5	7,2	4,6	12,1
Arthrite	6,1	5,3	23,6	17,3	32,3	30,9
Limitation des activités	8,5	8,7	23,5	16,9	35,6	25,2
Usage quotidien du tabac	47,6	31,8	42,6	24,7	29,6	13,9
Excès de poids	32,8	36,0	43,8	42,3	32,0	31,6
Femmes						
Maladies cardiaques	1,7	1,2	8,1	5,1	19,7	15,7
Hypertension artérielle	8,9	4,4	30,0	21,6	46,3	37,2
Diabète	1,1	1,9	5,0	5,4	8,6	9,4
Arthrite	13,2	9,3	36,3	30,5	50,9	47,2
Limitation des activités	10,5	10,6	22,5	17,4	35,3	27,0
Usage quotidien du tabac	39,5	26,4	31,2	19,2	14,7	9,7
Excès de poids	27,5	22,0	47,0	34,7	38,9	30,8

Source : Statistique Canada, produit n° 82-003 au catalogue, vol. 11, n° 4, printemps 2000.

chez les personnes de 75 à 79 ans, et il atteignait presque 11 000 pour 100 000 chez les 90 ans et plus.

Depuis les années 80, on observe une baisse du taux de mortalité associée aux deux catégories de maladies cardiaques (infarctus du myocarde et cardiopathie ischémique), alors que le taux associé aux AVC est demeuré relativement constant. On s'attend toutefois à ce que les taux de mortalité causée par les cardiopathies ischémiques et les AVC augmentent durant la première décennie du XXI^e siècle et au-delà, le nombre de personnes âgées augmentant de plus en plus¹¹.

Les maladies cardiovasculaires et plusieurs autres problèmes de santé de longue durée se présentant durant la vieillesse, y compris la démence,

peuvent s'accompagner de douleurs chroniques, d'une incapacité et d'une limitation des activités. En 1996-1997, 25 % des personnes âgées souffraient de douleurs chroniques et 28 % étaient limitées, dans une certaine mesure, dans leurs activités en raison d'un problème de santé de longue durée. Les femmes âgées étaient plus susceptibles de souffrir de problèmes de santé chroniques que les hommes du même groupe d'âge, le problème chronique le plus fréquent étant l'arthrite (42 %). Parmi les autres problèmes répandus figuraient l'hypertension artérielle (33 %), les allergies alimentaires et autres allergies (22 %), les maux de dos (17 %) et le diabète (16 %). Qui plus est, bon nombre de personnes âgées souffraient de plus d'un problème de santé

chronique. Dans l'ensemble, toutefois, la plupart des personnes âgées (78 %) estimaient être en bonne, voire en excellente, santé.

Il n'en demeure pas moins qu'une des plus grandes craintes qu'éprouvent plusieurs personnes âgées est celle de devoir vivre en établissement de soins en raison d'une détérioration de leur état de santé. En réalité, très peu de personnes âgées vivent dans un établissement de soins de longue durée, comme en témoignent les données qui suivent : en 1995, seulement 5 % des personnes âgées de 65 ans et plus (et 18 % des personnes de 80 ans et plus) vivaient en établissement. Bien sûr, l'état de santé est un prédicteur déterminant du placement en établissement. Ainsi, la probabilité de vivre dans un établissement de soins est plus élevée pour les personnes âgées qui nécessitent des soins personnels (pour se laver, s'habiller, etc.), qui souffrent d'un problème de santé chronique (notamment de la maladie d'Alzheimer) ou d'incontinence urinaire, ou qui ont subi un AVC. Les facteurs sociodémographiques influent également : le fait d'avoir plus de 80 ans, d'être célibataire, d'avoir fait moins de neuf années d'études et d'avoir un faible revenu augmentent la probabilité de vivre en établissement de soins¹².

L'aide à la maison peut retarder, ou même prévenir, la nécessité pour une personne âgée en mauvaise santé de devoir vivre en établissement. En 1996, environ 22 % des personnes âgées vivant dans des ménages privés (soit plus de 750 000 personnes) ont reçu des soins de tout genre à domicile en raison d'un problème de santé chronique. Dans la majorité des cas,

11. *Ibid.*

12. H. Trottier, L. Martel, C. Houle, J.-M. Berthelot et J. Légaré, « Vieillir chez soi ou en établissement : à quoi cela tient-il? », *Rapports sur la santé*, vol. 11, n° 4, printemps 2000.

ces soins ont été dispensés par des membres de la famille ou des amis, bien que certaines personnes âgées aient également reçu des soins prodigués par des organismes professionnels ou bénévoles, ou encore par un aidant embauché par la personne âgée. Quant aux soins à domicile financés par l'État, environ 8 % des personnes de 65 à 79 ans et 28 % de celles de 80 ans et plus en ont reçu en 1998-1999.

Faible revenu et mauvais état de santé

Le régime universel de soins de santé a été introduit au Canada dans le but premier de s'assurer qu'aucune personne ne se voit refuser l'accès à des soins de santé en raison d'une incapacité à payer. Cependant, près de 40 ans après l'implantation de ce régime, les personnes ayant un faible revenu sont proportionnellement plus nombreuses à souffrir de maladies diverses, à être en mauvaise santé et à avoir une plus faible espérance de vie que les personnes ayant un revenu élevé. Cet écart existe malgré le fait que les Canadiens ayant un faible revenu utilisent les services de santé plus souvent que les personnes ayant un revenu plus élevé. En 1998-1999, les personnes ayant un faible revenu étaient plus susceptibles de consulter leur médecin fréquemment, de se rendre à l'urgence pour y recevoir des soins et d'être hospitalisées. Elles étaient aussi proportionnellement plus nombreuses à consommer plus d'un médicament¹³.

Il existe de toute évidence un lien étroit entre les comportements à risque et l'état de santé, d'une part, et le niveau de scolarité, d'autre part (le niveau de scolarité et le revenu étant

Cancer

En 2000, on estime que 132 100 nouveaux cas de cancer seront déclarés au Canada, pour la plupart des cas de cancer de la prostate chez les hommes et de cancer du sein chez les femmes. Après avoir progressé pendant plusieurs années, le taux d'incidence du cancer de la prostate a commencé à diminuer en 1994; en revanche, le taux d'incidence du cancer du sein n'a cessé d'augmenter en 30 ans. En 2000, on prévoit que 65 000 Canadiens mourront du cancer — principalement du cancer du poumon, lequel est responsable du tiers des décès causés par le cancer chez les hommes et du quart, chez les femmes. Cependant, le taux global de mortalité causée par le cancer est en baisse depuis 1988 chez les hommes et depuis les années 70 chez les femmes (à l'exception du cancer du poumon).

La probabilité de souffrir du cancer est relativement élevée durant la vie d'une personne — en effet, elle s'établit à 1 pour 2,5 chez les hommes et à 1 pour 2,8 chez les femmes. Pourtant, c'est parmi la population âgée que le cancer est le plus souvent diagnostiqué au Canada : 70 % des nouveaux cas et 82 % des décès surviennent chez des personnes de 60 ans et plus.

Infection par le VIH et sida

Entre 1985 et la fin de 1999, 45 534 Canadiens ont été testés positifs pour le VIH. Le profil des principales victimes de l'infection par le VIH a toutefois changé au cours des dernières années. Entre 1985 et 1994, 75 % des cas de VIH ont été diagnostiqués chez des hommes homosexuels; en 1999, cette proportion avait diminué à 37 %. En revanche, l'infection s'est répandue chez les utilisateurs de drogues injectables, passant de 9 % entre 1985 et 1994 à 28 % en 1999. De nos jours, le VIH est également diagnostiqué plus souvent chez les femmes, celles-ci représentant 24 % des nouveaux cas en 1999, comparativement à moins de 10 % entre 1985 et 1994. On a aussi observé une hausse de l'exposition au VIH par l'entremise de contacts hétérosexuels, le taux de séropositivité passant d'environ 6 % entre 1984 et 1995 à plus de 19 % en 1999.

Entre 1985 et 1999, le sida a été diagnostiqué chez 16 913 Canadiens au total et, durant cette même période, environ 70 % de ces personnes sont mortes de la maladie. La mortalité associée au sida a toutefois fortement diminué au cours des dernières années. Après avoir atteint un sommet de plus de 1 400 par année en 1994 et 1995, le nombre de décès causés par le sida a diminué pour s'établir, moins de cinq ans plus tard (1998 et 1999), à seulement 249 et 106 respectivement¹.

- Pour obtenir plus de renseignements, voir Institut national du cancer du Canada, *Statistiques canadiennes sur le cancer 2000*, Toronto, 2000; Santé Canada, Division de la surveillance du VIH/sida, *Le VIH et le sida au Canada : Rapport de surveillance en date du 31 décembre 1999*, Ottawa, Santé Canada, 2000.

1. Les chiffres de 1998 et 1999 n'ont pas été corrigés en fonction des retards de déclaration.

également étroitement liés). Les personnes plus scolarisées sont proportionnellement moins nombreuses à fumer, à boire beaucoup ou à avoir un excès de poids; elles ont aussi tendance à être plus actives physique-

ment, à avoir une attitude positive face à la vie et à être en bonne santé mentale. En outre, un plus grand nombre de personnes titulaires d'un grade universitaire bénéficient d'une meilleure couverture en ce qui a trait

13. « Les services de santé — tendances récentes », *Rapports sur la santé*, vol. 11, n° 3, hiver 1999; « Espérance de vie », *Rapports sur la santé*, vol. 11, n° 3, hiver 1999.

aux soins dentaires, aux soins de la vue et aux médicaments d'ordonnance, sans doute grâce à leur emploi¹⁴.

Les résultats de recherche comme ceux présentés ici laissent croire que des facteurs sociaux, environnementaux et génétiques jouent un rôle déterminant dans l'état de santé d'une personne. Il semble donc vraisemblable de croire qu'on pourrait améliorer l'état de santé des Canadiens ayant un faible revenu en préconisant l'éducation en matière de santé et en faisant de la prévention l'objectif premier des soins de santé.

Résumé

Les progrès réalisés au cours du XX^e siècle dans les domaines de la santé publique, des mesures de contrôle sanitaire, de l'industrie pharmaceutique et des technologies médicales ont eu un effet remarquable sur l'état de santé global de la population du Canada. Des maladies qui ont causé des épidémies mortelles au XIX^e siècle — comme le choléra, la typhoïde, la tuberculose, la rougeole, la coqueluche et bien d'autres — ont été pratiquement éliminées; les décès causés par les infections sont devenus rares dans cette ère marquée par la rigueur des mesures d'hygiène et l'arrivée des antibiotiques. L'espérance de vie s'est accrue de près de 20 ans et l'état de santé général semble s'améliorer de génération en génération.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) émet toutefois une mise en garde du fait qu'un certain nombre de maladies infectieuses — dont la tuberculose et la pneumonie — sont de plus en plus résistantes aux médicaments antimicrobiens. L'émergence d'une tuberculose résistante aux médicaments préoccupe tout particulièrement, car il semble y avoir un lien étroit avec l'infection par le VIH. Dans son rapport annuel de

1998, l'OMS cite néanmoins le Canada comme un des pays où la population vivra plus longtemps, l'espérance de vie devant y atteindre 81 ans d'ici 2025. Elle prévoit également que les Canadiens bénéficieront d'une bonne santé durant la majeure partie de cette durée de vie prolongée, les incapacités causées par les maladies cardiaques et certains cancers continuant de diminuer.

Susan Crompton est rédactrice en chef de *Tendances sociales canadiennes*.

Développement urbain

par Frances Kremarik

À l'arrivée des premiers pionniers français au Canada, au XVII^e siècle, l'accès facile aux cours d'eau était crucial parce que ces voies navigables constituaient les seuls moyens qui permettaient d'effectuer du transport sur de longues distances. Au Québec, ces pionniers s'établirent le long des berges du fleuve Saint-Laurent, et on utilisa le système seigneurial pour répartir les terres par bandes longues et étroites de manière à ce que chaque agriculteur ait un rivage et accès au fleuve. Les principales villes, Québec, Trois-Rivières et Montréal, se sont développées le long du Saint-Laurent. Dans les Maritimes, les colons français et anglais dépendaient, eux aussi, des cours d'eau pour le transport et les communications. Ces derniers assuraient la subsistance de la majeure partie des pionniers, qu'ils fussent pêcheurs ou commerçants. Halifax, par exemple, devint le principal port du pays.

Encouragés par des concessions de terres et par l'autorité britannique, les United Empire Loyalists commencèrent à s'établir dans l'Ontario actuel après la Guerre de l'indépendance. Le fleuve Saint-Laurent avait toujours une importance déterminante pour le transport et les communications, reliant l'Atlantique et les Grands Lacs et contribuant

à la prospérité de villes comme Kingston et Niagara Falls.

Au XIX^e siècle, le chemin de fer devint le deuxième grand moyen de transport du pays; c'est donc le long de cet axe qu'on bâtit de nouveaux villages et de nouvelles villes. L'est du Canada était déjà pourvu d'un vaste réseau de voies ferroviaires qui reliaient entre elles de petites collectivités et qui étaient exploitées par un certain nombre de compagnies de chemin de fer dans un secteur prospère et caractérisé par la concurrence. Le peuplement massif de l'ouest du pays, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, a, quant à lui, été favorisé par l'expansion du réseau ferroviaire du Canadien Pacifique Limitée (CP Rail).

Aujourd'hui, nous sommes un pays dont les diverses régions sont reliées entre elles aussi bien par des voies aériennes et terrestres que maritimes et ferroviaires. Près de 14 millions de voitures circulent sur nos routes, qui couvrent plus de 900 000 kilomètres, et presque 2 millions de passagers prennent l'avion tous les mois pour se déplacer dans l'ensemble du pays. Nous vivons cependant toujours dans les villes et les villages qui se sont développés parce qu'ils étaient des centres importants le long des premières « autoroutes » que constituaient les cours d'eau et les chemins de fer.

Les lumières de la ville

Au début du XX^e siècle, les villes et les villages comptaient peu d'habitants et occupaient une superficie relativement restreinte. Il y avait peu de constructions en hauteur¹, et celles qui existaient étaient destinées principalement à un usage commercial. Vu que la vaste majorité des gens se déplaçaient à pied ou au moyen de voitures tirées par des chevaux pour parvenir à leurs destinations, les activités industrielles et

14. *Rapport statistique sur la santé de la population canadienne*, produit n° 82-570-XIF au catalogue de Statistique Canada, 1999.

1. Une construction en hauteur est un immeuble d'au moins cinq étages.

commerciales se sont développées tout près des secteurs résidentiels. Dans les villes où l'on avait introduit des tramways ou d'autres types de transports en commun, les gens étaient en mesure d'habiter plus loin du centre-ville, à condition d'être à proximité des réseaux de transport collectif. Ce modèle de peuplement a donné lieu à un développement urbain « à rayons ». En définitive, les transports en commun et les voitures particulières ont contribué à un aménagement des espaces urbains où les terres destinées à des usages industriels, commerciaux et résidentiels sont séparées au lieu d'être regroupées dans des zones communes.

Au début du XX^e siècle, la ville moyenne était de petite taille, mais elle avait aussi ses taudis. Bien que les immigrants aient été recrutés pour être agriculteurs au Canada, une partie importante des nouveaux arrivants se sont établis dans les villes. La majorité d'entre eux étaient embauchés comme ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés pour occuper des emplois peu rémunérés et venaient grossir les rangs de la classe ouvrière urbaine². Ces travailleurs étaient obligés de vivre au milieu des cheminées industrielles et des usines; ils ne disposaient d'aucune infrastructure sanitaire publique ou seulement d'installations rudimentaires. De nombreux activistes sociaux de l'époque trouvaient que les conditions d'habitation de la classe ouvrière étaient épouvantables. Le surpeuplement urbain et les conditions sanitaires déficientes étaient souvent à l'origine d'épidémies qui ne restaient pas toujours confinées aux quartiers défavorisés. Au moment de la Première Guerre mondiale, on a vu naître un mouvement en faveur de l'amélioration des zones urbaines habitées par la classe ouvrière³. En 1914, à la suite d'une épidémie de fièvre typhoïde, la ville de Montréal s'est doté d'un nouveau système de filtration d'eau; à la même époque, la ville de Toronto a construit une nouvelle usine de filtration et de

Les nouvelles villes se développent aux arrêts de chemin de fer

En 1900, le Canada comptait seulement un peu plus de 5 millions d'habitants. Les deux tiers des Canadiens vivaient en milieu rural et dépendaient du travail à la ferme et de l'économie agricole pour leur subsistance. Les Prairies venaient à peine d'être ouvertes à une exploitation agricole à grande échelle. La population du pays a augmenté de 1,9 million de personnes entre 1901 et 1911; près des deux tiers de cette hausse démographique (1,1 million de personnes) a eu lieu dans les provinces et territoires de l'Ouest.

L'arrivée massive de nouveaux colons dans l'Ouest a créé un paysage de maisons en terre ou « soddies » d'un bout à l'autre des Prairies, lorsque plus de 200 000 propriétés familiales rurales ou « homesteads » se sont établies au cours de la première décennie du siècle. En 1901, près d'un cinquième des maisons existantes des Territoires¹ étaient classées dans la catégorie « autres »². Après quelques récoltes, les colons ont été en mesure de quitter leurs maisons en terre et de construire des maisons en bois, ne disposant ni de pierres ni de briques. Des arrêts de chemin de fer permettaient de recevoir des approvisionnements transportés par les trains et de vendre ensuite ces marchandises aux colons (les homesteaders) vivant dans les environs. De façon tout à fait naturelle, des villages se sont formés autour de ces points de distribution, et à mesure que la population rurale augmentait, des centres urbains comme Calgary, Edmonton et Saskatoon se sont développés.

- Pour obtenir plus de renseignements, voir A. Finkel, M. Conrad et V. Strong-Boag, *History of the Canadian Peoples: 1867 to present*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1993.

1. En 1901, l'Alberta et la Saskatchewan ne faisaient pas encore partie de la Confédération comme provinces et étaient classées, à l'instar des parties septentrionales du Manitoba, de l'Ontario et du Québec d'aujourd'hui, sous la désignation collective « Les Territoires ».
2. Les catégories de matériaux de construction étaient les suivantes : bois, brique, pierre, composé et autre.

traitement des eaux usées et a agrandi son réseau d'égouts. Les administrations municipales ont mis en œuvre des programmes d'hygiène et de sécurité qui comportaient l'amélioration des égouts, le nettoyage des rues, l'éclairage des voies publiques et même l'accès à l'électricité⁴.

Lorsque les temps étaient durs

Après la Première Guerre mondiale, le Canada est devenu un pays industrialisé, ce qui a marqué un changement important par rapport à la période d'avant-guerre. Le secteur agricole a continué d'être très important, mais a été l'objet d'une mécanisation croissante dans le but de réaliser des économies. Toutefois, cette mécanisation a réduit le nombre d'emplois dans ce secteur et a accéléré l'exode des gens de la campagne vers les villes. Ce

changement se reflète dans le nombre de personnes propriétaires de leur logement. En 1931, 79 % des ménages ruraux étaient propriétaires de leur maison, alors que seulement 46 % des ménages urbains pouvaient en dire autant. Ces chiffres rendent compte du déplacement de familles vivant à la campagne vers des zones urbaines à la recherche de meilleures possibilités et

2. A. Finkel, M. Conrad et V. Strong-Boag, *History of the Canadian Peoples: 1867 to the Present*, 1993.

3. A. Douglas, *The Complete Idiot's Guide to Canadian History*, 1997.

4. En ce temps-là, on utilisait du charbon et du bois dans la plupart des logements urbains pour la cuisine et le chauffage. La fumée et les rejets de la combustion causaient une importante pollution atmosphérique dans les villes.

de travail. Mais souvent, ces familles avaient peu de ressources financières ou n'en avaient tout simplement pas. Encore aujourd'hui, certaines personnes déménagent en ville pour les mêmes raisons.

La croissance observée dans le secteur du logement après la Grande Guerre, en particulier dans les villes, s'est arrêtée brusquement lorsque est survenue la Grande Crise de 1929. Plus de 450 000 nouveaux logements ont été construits entre 1921 et 1931, mais, entre 1931 et 1941, on en a construit seulement 340 000, même s'il y avait 430 000 nouvelles familles. De nombreuses familles, mais surtout de jeunes hommes, ont quitté la campagne à destination des villes pour chercher du travail. Peu en ont trouvé et beaucoup de gens ont dû recevoir de l'aide pour se nourrir et se loger.

L'automobile transforme la vie dans les villes

La période de paix qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale a été caractérisée par une phase d'expansion économique et démographique sans précédent. Les soldats qui revenaient de la guerre ont intégré la population active, se sont mariés et ont exigé de nouvelles maisons pour leurs nouvelles familles. L'arrivée massive d'immigrants au Canada a contribué à la croissance urbaine, la plupart des nouveaux arrivants s'établissant dans les villes. En 1961, plus de 80 % des Canadiens nés à l'étranger vivaient dans des centres urbains, alors que les deux tiers des personnes nées au Canada en faisaient autant.

Être propriétaire de sa maison faisait partie du rêve de toute famille de la « classe moyenne » : avoir une maison permettait généralement d'avoir plus d'espace que les locataires et de détenir un capital investi dans un bien immobilier. L'aménagement résidentiel à faible densité préféré par cette nouvelle société aisée ne pouvait être réalisé que sur des terrains bon marché et donc

TSC

La croissance rapide du nombre de propriétaires de voitures a favorisé le développement des banlieues dans les années 50 et 60...

	Nombre de voitures particulières (en milliers)	% de variation du nombre d'immatriculations	% de variation du nombre d'habitants
1946	1 235	--	--
1951	2 106	71	14
1956	3 222	53	15
1961	4 326	34	13
1966	5 481	27	10
1971	6 967	27	8

... et les banlieues ont permis aux Canadiens d'acheter des maisons de plus en plus grandes

	Population (en milliers)	Nombre de logements occupés (en milliers)	Taux de propriété	Nombre de pièces ¹ par logement possédé	Nombre de pièces ¹ par logement loué
1941	11 490	2 573	57	5,5 ²	--
1951	13 623	3 350	66	5,8	4,5
1961	18 238	4 554	66	5,8	4,4
1971	21 568	6 031	60	6,1	4,4
1981	24 343	8 282	62	6,6	4,3
1991	27 297	10 018	63	7,0	4,5
1996	28 847	10 820	64	7,1	4,5

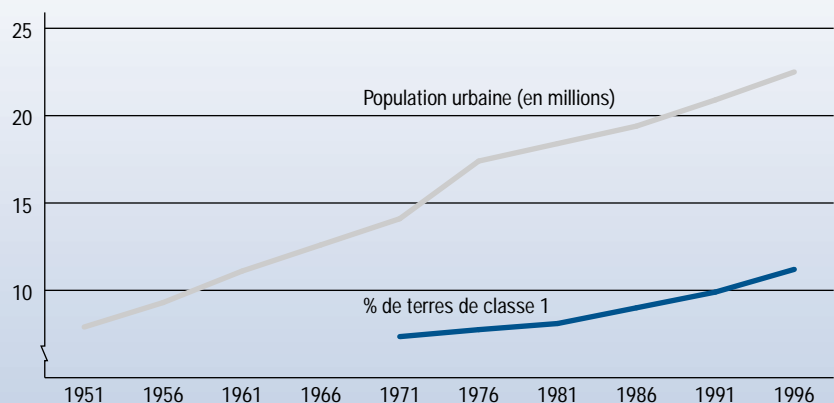
-- Données non disponibles.

1. Une pièce est un espace fermé à l'intérieur d'un logement qui a été fini et qui est habitable à longueur d'année.
2. Ce chiffre s'applique tant aux logements loués qu'aux logements occupés par le propriétaire.

Sources : Statistique Canada, CANSIM matrice T148 et produits n^{os} 93-357-XPB et 92-932 au catalogue.

TSC

En raison de la croissance des villes, une partie plus importante des meilleures terres arables a été utilisée pour l'aménagement urbain



Nota : Les données sur l'utilisation des terres ne sont pas disponibles pour 1976 et 1986; une ligne de tendance a été établie pour ces années.

Sources : Statistique Canada, produits n^{os} 16-200-XKF et 93-339 au catalogue.

situés en banlieue; mais c'est seulement la possession d'une automobile qui a rendu possible des aménagements immobiliers à grande échelle loin du noyau urbain. Avec l'augmentation du nombre de personnes possédant une voiture (en 1960, près de 70 % des ménages canadiens possédaient au moins une automobile), il était maintenant possible d'habiter encore plus loin du centre-ville ou du lieu de travail. Les gens ne dépendaient plus d'un système de transport en commun et de ses horaires, et ce, sans accroître la durée de leurs déplacements quotidiens. C'est ainsi que les banlieues ont connu une expansion spectaculaire.

Le gouvernement fédéral a également joué un rôle important dans l'expansion résidentielle de l'après-guerre. Avant la Crise de 1929, il était tout à fait normal pour l'acheteur d'une maison de payer plus de la moitié du prix avec ses propres économies et d'emprunter le solde auprès de proches et d'amis. Les prêts obtenus auprès d'institutions financières étaient généralement remboursés dans un délai de cinq ans⁵. Durant la dépression, le gouvernement a essayé de stimuler le secteur du logement en promulguant une série de lois rattachées au logement. Après la Seconde Guerre mondiale, on a créé la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL) (maintenant devenue la Société canadienne d'hypothèques et de logement) pour administrer cette législation. Son rôle principal était d'accorder et d'assurer des hypothèques. Dans ce rôle, la SCHL a été directement responsable de la construction d'un demi million de maisons entre 1945 et 1951⁶.

De 1949 à 1960, plus des deux tiers de tous les nouveaux logements qu'on avait construits étaient des maisons unifamiliales, qui représentaient la base du style de vie en banlieue. En 1971, le rêve de posséder une maison familiale était devenu une réalité pour la majorité des Canadiens (60 % des ménages étaient propriétaires de leur maison). Mais les

gens payaient également pour ce rêve : en 1971, plus de la moitié des propriétaires avait une hypothèque, alors qu'en 1951, seulement un tiers des propriétaires en avait une. La taille des maisons augmentait également. En 1951, le logement moyen occupé par le propriétaire comptait 5,8 pièces; en 1971, ce nombre avait augmenté à 6,1. En revanche, les logements de location rapetissaient, passant de 4,5 à 4,4 pièces en moyenne au cours de la même période.

Le centre-ville s'élargit vers les banlieues

L'expansion des villes dans des zones qui étaient autrefois rurales s'est accompagné de l'établissement de centres commerciaux, de restaurants et d'autres fournisseurs de services aux limites des zones urbaines afin de s'approcher de la clientèle. Si cette évolution convenait bien aux banlieusards, elle a eu en revanche pour effet de déplacer les activités commerciales qui se déroulaient autrefois au centre-ville. Les quartiers centraux ont commencé à refléter la chute des investissements, vu que les entreprises et les commerces préféraient maintenant s'établir sur des sites présentant une plus grande superficie pour une éventuelle expansion, ainsi qu'un potentiel plus important en matière de revenu. Les systèmes de transport en commun qui avaient été construits dans les années 60 pour permettre aux travailleurs et aux consommateurs en général de se rendre au centre-ville devaient maintenant offrir d'autres parcours pour desservir de nouvelles clientèles.

L'utilisation accrue de l'automobile a contribué également à réduire la vitalité de certaines collectivités de petite taille, en particulier celles situées près des régions métropolitaines. Les possibilités offertes localement ont diminué et certaines petites villes sont devenues des villes « dortoirs », c'est-à-dire des villes qui n'étaient plus autonomes du point de vue économique et dont la fonction principale était de fournir des

logements aux personnes occupant un emploi dans le centre de la région métropolitaine. Le nombre de villes « dortoirs » a augmenté avec l'accroissement marqué du nombre de voitures en circulation, qui a donné lieu à son tour à la réalisation d'importantes infrastructures routières. Si les nouvelles autoroutes ont facilité les déplacements vers la campagne, elles ont également permis de faire plus facilement la navette entre la campagne et la ville; elles ont ainsi contribué à urbaniser encore davantage les banlieues, ce qui a entraîné la destruction de l'environnement rural.

Les villes se sont développées non seulement en largeur, mais en hauteur également. En raison du prix plus élevé des terrains urbains, on a assisté, dans les années 60, à la construction de grands bâtiments destinés à un usage tant commercial que résidentiel. La majorité des tours d'habitation étaient occupées par des locataires, ce qui contrastait avec le nombre élevé de maisons unifamiliales dans les banlieues. Cependant, le centre-ville était dominé par des immeubles commerciaux qui grandissaient sans cesse, créant ainsi d'imposants paysages urbains. À Montréal, les urbanistes ont commencé à créer des galeries marchandes et des passages piétonniers souterrains pour relier entre eux des immeubles commerciaux; cette idée allait être reprise par Toronto dans les années 80.

Des voitures à prix abordables et du carburant bon marché ont alimenté la croissance spectaculaire des banlieues au cours des années 50 et 60. Le rythme d'expansion a été ralenti durant la crise du pétrole des années 70, qui a été accompagnée d'un ralentissement économique et du phénomène de stagflation. Cependant, les gens n'étaient pas près de renoncer à leur

5. R. Harris, « Housing », *Canadian Cities in Transition*, 1991.

6. Finkel et coll., *op. cit.*

voiture; en 1975, près de 80 % des ménages en possédaient une, et plus de 20 % avaient plus d'un véhicule. Des véhicules plus compacts et plus économiques ont commencé à remplacer les « bateaux » énergivores des années 50 et 60. Les transports en commun allaient également avoir la cote dans le monde de la politique municipale, les gens étant à la recherche de moyens bon marché pour faire la navette entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

De nouveaux concepts d'habitation sont proposés dans les années 80

Les années 80 ont commencé avec la pire récession qu'on ait connue depuis la dépression des années 30, et le secteur du logement a été particulièrement touché. Lorsque l'économie s'est remise en marche au milieu de la décennie, avec l'augmentation des dépenses consacrées à des biens coûteux comme des voitures et des maisons, la demande de logement a explosé dans le sud de l'Ontario, et surtout à Toronto. L'expansion des centres urbains s'est poursuivie, repoussant les banlieues encore plus loin du centre-ville. Les propriétaires de maisons ont continué à acheter des maisons de plus en plus grandes; ainsi, en 1991, la maison de taille moyenne comptait maintenant 7,0 pièces. En 1981, le coût moyen d'une maison se situait à près de 74 000 dollars et, en 1996, il avait grimpé à plus de 82 000 dollars⁷.

À cette époque, les villes ont connu une sorte de résurgence du secteur du logement grâce à la multiplication des nouvelles habitations en copropriété. Introduits dans les années 70 comme nouveaux modes d'habitation, les logements en copropriété étaient un phénomène presque exclusivement urbain, ainsi, en 1991, près de 90 % de ces habitations étaient situées dans les 25 plus grandes villes du pays, Toronto et Vancouver en tête⁸. Ce développement reflétait le changement de style de vie de nombreux Canadiens, et un

TSC

En 1996, c'est à Vancouver que le prix moyen des maisons était le plus élevé, mais c'est à Toronto que le coût mensuel des loyers était le plus élevé

Région métropolitaine de recensement	Valeur moyenne des maisons (\$)	Taux de propriété (%)	Coût mensuel moyen de propriété (\$)	Coût mensuel moyen de location (\$)
St. John's	105 487	68	724	532
Halifax	115 582	60	761	598
Saint-John	89 084	66	608	450
Montréal	131 838	49	814	542
Ottawa-Hull	154 234	59	931	670
Toronto	238 511	58	1 070	758
Winnipeg	97 824	64	681	507
Regina	89 708	66	667	491
Calgary	154 203	66	847	602
Edmonton	127 986	65	761	539
Vancouver	318 127	59	942	754

Source : Statistique Canada, produit n° 93-330-XPB au catalogue.

nombre important de grands centres urbains ont utilisé des espaces commerciaux vacants pour y aménager des unités de logement sur des terrains de choix du centre-ville. Cependant, le déclin graduel du centre des zones urbaines a également créé une abondance de logements de faible qualité situés sur des terrains urbains de choix.

La remise à neuf des logements existants a également contribué à revitaliser le centre-ville, dans le cadre d'un processus appelé « embourgeoisement ». Ce phénomène toujours courant est caractérisé par la création d'habitations haut de gamme dans une zone où prédominaient autrefois les logements à faible coût. Bien que ce processus contribue à revitaliser les quartiers centraux des villes et offre des modes d'habitation différents de celui des banlieues, il peut malheureusement entraîner le déplacement des personnes à faible revenu vers des logements plus chers, ou même la privation de tout logement.

La possession d'une maison dans les années 90

Comme beaucoup de choses, les maisons ont changé au cours du siècle

écoulé, non seulement dans leur aspect extérieur, mais également en ce qui a trait à leur emplacement et au mode d'occupation. En 1901, la majorité des Canadiens vivaient à la campagne au sein de familles nombreuses et étaient propriétaires de la maison qu'ils habitaient. La majorité des maisons n'étaient pas grevées d'une hypothèque.

Les familles ont changé et les choix de celles-ci en matière d'habitation aussi. Plus de 80 % des familles époux-épouse sont propriétaires de leur maison et un peu plus de la moitié d'entre elles ont une hypothèque à payer. En revanche, seulement 54 % des familles dont les conjoints vivent en union libre sont propriétaires de leur maison et trois quarts d'entre elles ont une hypothèque. Un nombre encore moindre de familles monoparentales (45 %) sont propriétaires, et 56 % de celles-ci doivent payer une

7. Les valeurs ont trait aux logements non agricoles occupés par les propriétaires. Les valeurs sont en dollars constants.

8. O. Lo, « La vie en condominium », *Tendances sociales canadiennes*, été 1996.

hypothèque. Près d'un quart des familles époux-épouse et celles dont les conjoints vivent en union libre dépensent plus de 30 % de leur revenu pour le logement, alors que plus de la moitié des familles monoparentales sont dans cette même situation⁹.

Résumé

Au début du XX^e siècle, le Canada était un pays à vocation principalement agricole. Les Canadiens vivaient dans les maisons typiques de la campagne québécoise, dans les maisons en terre ou « soddies » des Prairies, dans les maisons en bois des Maritimes ou dans les fermes en pierre de l'Ontario. On se rendait chez son voisin à cheval et on prenait le train pour se rendre dans une autre ville.

Aujourd'hui, nous vivons dans des appartements situés en ville et dans des maisons unifamiliales construites en banlieue. Quoiqu'il ne fasse pas de doute que nous sommes maintenant une nation de citadins, des Canadiens âgés et d'âge moyen ont commencé à déménager vers de petites villes et des villages peu éloignés des grands centres urbains afin de pouvoir vivre « à la campagne »¹⁰. Bien que ce changement de mode de vie puisse être le reflet d'une nostalgie du « bon vieux temps », lorsque nous irons faire des courses, il est probable que nous prendrons quand même encore notre voiture.

9. Une dépense de 30 % du revenu des ménages pour le logement est souvent utilisée comme taux de référence pour déterminer l'abordabilité.

10. D.K. Foot et D. Stoffman, *Entre le boom et l'écho 2000 : comment mettre à profit la réalité démographique à l'aube du prochain millénaire*, 1999, p. 48 et 49.

Frances Kremarik est analyste à la Division de la statistique sociale, du logement et des familles de Statistique Canada.



LES FEMMES AU CANADA

2 0 0 0

Les femmes au Canada 2000 dresse un portrait comparatif entre les sexes de la population canadienne au moment où nous franchissons le nouveau millénaire. Ce rapport d'environ 320 pages, qui renferme plus de 100 tableaux et 50 graphiques, présente un large éventail de sujets importants pour les Canadiennes, notamment le revenu, la santé, le niveau de scolarité, l'emploi, les heures de travail non rémunérées ainsi que les activités bénévoles.

(Produit n° 89-503-XPF au catalogue/45 \$CAN plus taxes en vigueur ou frais de port)

Pour commander :

par téléphone, au 1 800 267-6677
par télécopieur, au 1 800 889-9734
par courriel, à l'adresse order@statcan.ca

La publication

Tendances sociales canadiennes

Vous en servez-vous pour vos affaires?
Depuis combien de temps la lisez-vous?

NOUS AIMERIONS AVOIR DE VOS NOUVELLES.

Prière d'envoyer vos commentaires à la :

Rédactrice en chef
TENDANCES SOCIALES CANADIENNES
7^e étage, immeuble Jean-Talon
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Télécopieur : (613) 951-0387

Internet (courrier électronique) : cstsc@statcan.ca



L'évolution de la pratique religieuse

par Warren Clark

Bien des gens assistent à des cérémonies religieuses et font partie d'organismes religieux parce qu'ils estiment que cela influe fortement sur leur bien-être. Les églises, les synagogues, les mosquées et les temples sont non seulement des lieux qui contribuent à nourrir les valeurs spirituelles, mais ils servent également de réseaux informels de soutien. Les recherches établissent aussi un lien entre, d'une part, l'adhésion à des organismes religieux et, d'autre part, la participation à des organismes bénévoles, des activités sportives, des clubs de bienfaisance et des groupes sociaux — toutes des activités qui favorisent la création de réseaux sociaux et de liens d'amitié.

Au cours des 50 dernières années, toutefois, le pourcentage de la population adulte assistant à des services religieux a fortement diminué au Canada. Selon un sondage Gallup réalisé en 1946, 67 % des adultes de l'époque assistaient à des services religieux durant une semaine normale; en 1998, cette proportion n'était plus que de 22 %. Or, comme la participation à des services et à des organismes religieux favorise la pratique d'activités et le développement de valeurs communautaires communes, certains observateurs s'inquiètent de l'effet que cette baisse

TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Presque chaque année depuis 1985, des adultes de 15 ans et plus vivant dans des ménages privés des 10 provinces sont interviewés par Statistique Canada, dans le cadre de l'Enquête sociale générale (ESG). Lors de l'enquête de 1998, quelque 10 700 répondants ont ainsi été interviewés. En plus des données démographiques et socioéconomiques, des données sur la fréquence de participation à des services religieux (excluant les occasions spéciales comme les mariages, les funérailles et les baptêmes) ont été recueillies. Les choix de réponse offerts étaient les suivants : au moins une fois par semaine, moins d'une fois par semaine mais au moins une fois par mois, quelques fois par année, au moins une fois par année, pas du tout. Dans le présent article, l'expression « participation régulière » fait référence à une participation d'au moins une fois par mois.

de la pratique religieuse pourrait avoir sur le degré de cohésion sociale de la société en général. Le présent article s'appuie sur les données de l'Enquête sociale générale (ESG) pour déterminer certains facteurs susceptibles de favoriser une assistance régulière à des services religieux.

La participation régulière à des services religieux est en baisse dans tous les groupes d'âge

Entre 1988 et 1998, la participation régulière (soit au moins une fois par mois) à des services religieux est passée de 41 % à 34 % pour l'ensemble

des Canadiens de 15 ans et plus. Selon l'ESG, la pratique religieuse chez les adultes canadiens diminue entre le milieu de l'adolescence et le milieu et la fin de la vingtaine. Il s'agit d'une période de la vie où les jeunes adultes cherchent à acquérir leur autonomie face à leurs parents pour ensuite créer leur propre famille. Les taux de fréquentation régulière commencent à augmenter de nouveau au début de la trentaine, pour atteindre un sommet chez les personnes de 75 ans et plus.

Au cours des 10 dernières années, le taux de participation des adultes a

TSC

Les taux de participation régulière à des services religieux¹ sont les plus faibles chez les personnes de 25 à 34 ans

	1988	1998
	%	
Ensemble des personnes de 15 ans et plus	41	34
15 à 24 ans	34	26
25 à 34 ans	32	24
35 à 44 ans	39	29
45 à 54 ans	47	34
55 à 64 ans	52	43
65 à 74 ans	57	51
75 ans et plus	60	56

1. Assisté à des services religieux au moins une fois par mois durant l'année précédant l'enquête.
Source : Statistique Canada, Enquêtes sociales générales.

TSC

Les personnes mariées ayant des enfants sont proportionnellement plus nombreuses à assister régulièrement à des services religieux¹

	Âge			
	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus
	%			
Total	26	27	37	53
Hommes	25	24	32	49
Femmes	27	30	43	56
Personnes célibataires	27	22	27	60
Familles monoparentales	--	23	34	--
Personnes en union libre	11	10	14	--
Personnes mariées	44	33	41	53
Hommes	--	31	37	53
Femmes	49	34	46	54
Sans enfants	--	27	40	53
Enfants de moins de 5 ans	--	34	--	--
Enfants de 5 à 14 ans	--	35	47	--
Enfants de 15 ans et plus	--	24	41	54
Personnes séparées, divorcées	--	22	25	40
Hommes	--	12	14	--
Femmes	--	28	33	50
Personnes veuves	--	--	48	54
Hommes	--	--	--	41
Vivant seuls	--	--	--	38
Femmes	--	--	--	57
Vivant seules	--	--	--	57

-- Échantillon trop petit pour produire des estimations fiables.
1. Ont assisté à des services religieux au moins une fois par mois durant l'année précédant l'enquête.
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1998.

cependant diminué dans toutes les cohortes d'âge, la baisse étant particulièrement marquée chez les jeunes. En 1988, le taux de participation régulière chez les jeunes de 15 à 24 ans était de 34 %. Dix ans plus tard, alors que ces jeunes avaient entre 25 et 34 ans, le taux avait reculé de 10 points de pourcentage pour s'établir à 24 %. Durant cette même période, la baisse a été négligeable dans les groupes plus âgés, le taux ne diminuant que de 1 point de pourcentage chez les personnes qui, en 1988, étaient âgées de 55 à 64 ans et qui avaient atteint l'âge de 65 à 74 ans en 1998. Parallèlement, toutefois, le taux de non-fréquentation dans cette cohorte s'est accru, passant de 20 % à 26 %, ce qui indique que les personnes qui assistent peu souvent à des services religieux cessent peu à peu toute participation.

Le mariage et les enfants font une différence

Au Canada, les nombreuses traditions religieuses sont généralement liées à des valeurs et des attitudes favorables au mariage et au fait d'avoir des enfants. De fait, les recherches montrent un lien positif entre la pratique religieuse et les attitudes traditionnelles à l'égard de la famille¹. Des valeurs religieuses solidement ancrées durant l'enfance peuvent favoriser la formation précoce d'une famille et la participation à des organismes religieux plus tard dans la vie. Un tel lien peut ensuite se refléter par une participation régulière à des services religieux chez les jeunes de 15 à 24 ans qui sont mariés, le taux chez ces jeunes étant près du double de celui observé chez les jeunes célibataires du même âge (44 % contre 26 %).

1. W. Clark, « Pratique religieuse, mariage et famille », *Tendances sociales canadiennes*, automne 1998.

La pratique religieuse est également plus répandue chez les couples qui ont des enfants. Ainsi, en 1998, les couples mariés ayant de jeunes enfants dont les partenaires avaient entre 25 et 44 ans étaient proportionnellement plus nombreux à assister régulièrement à des services religieux (33 %) que les couples du même âge sans enfants (27 %). Dans tous les groupes d'âge, les adultes vivant en union libre étaient proportionnellement les moins nombreux à assister régulièrement à des services religieux.

Le taux de participation est également moins élevé chez les personnes divorcées et séparées que chez les adultes mariés. Cette différence est en outre beaucoup plus grande chez les hommes que chez les femmes, ce qui laisse croire que la rupture du mariage influe davantage sur la pratique religieuse des hommes. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à avoir la garde de leurs enfants, et il se peut qu'elles veuillent poursuivre l'enseignement religieux de leurs enfants; les femmes peuvent également entretenir des liens sociaux plus forts que les hommes avec des organismes religieux. Enfin, pour certaines personnes dont la religion désapprouve vivement le divorce, il peut s'avérer difficile de retourner dans leur lieu de culte.

La participation des hommes diminue également à la mort de leur conjointe. Alors que le taux de participation chez les hommes et les femmes âgées vivant avec leur conjoint était similaire (53 % pour les hommes et 54 % pour les femmes), la proportion diminuait considérablement (38 %) chez les veufs âgés vivant seuls. En revanche, le taux de participation chez les veuves âgées vivant seules se comparait à celui des femmes mariées de 65 ans et plus.

Dans l'ensemble, le taux de participation régulière est légèrement moins élevé chez les familles monoparentales que chez les couples mariés avec des enfants, bien que les taux de

participation chez les familles monoparentales se comparent aux taux observés chez les autres adultes de même état matrimonial. Ainsi, environ la moitié des parents seuls dont le conjoint est décédé assistent à des services religieux régulièrement, soit un taux comparable à celui de l'ensemble des personnes veuves. Par ailleurs, 26 % des parents seuls qui n'ont jamais été mariés et 27 % de ceux qui sont séparés ou divorcés assistent régulièrement à des services religieux, ces taux étant, là encore, similaires à ceux observés pour les adultes célibataires et les autres adultes séparés ou divorcés.

Les personnes nées au Canada sont proportionnellement moins nombreuses à être pratiquantes que les personnes immigrantes

En 1998, le taux de participation régulière à des services religieux a été moins élevé chez les adultes nés au Canada (31 %) que chez les personnes ayant immigré au pays (43 %). Cependant, les immigrants étaient également presque aussi nombreux, proportionnellement, à être non pratiquants (35 % contre 38 %). Ce qui semble être ici un paradoxe peut en fait refléter la diversité des traditions religieuses des immigrants. À titre d'exemple, environ la moitié des immigrants asiatiques arrivés au Canada entre 1994 et 1998 assistaient régulièrement à des services religieux, comparativement à environ 1 immigrant européen sur 5 arrivés au pays durant la même période.

Les pratiquants assistant de façon régulière à des services religieux sont plus nombreux parmi les habitants des régions rurales et des petites villes du Canada

Les personnes habitant les régions rurales et les petites villes du Canada² assistent généralement de façon plus assidue à des services religieux que les personnes vivant dans les grandes villes. En 1998, environ 2 adultes sur 5 (39 %) vivant en régions rurales et dans les

petites villes ont assisté régulièrement à des services religieux, comparativement à environ 1 adulte sur 3 (32 %) vivant dans les trois plus grandes régions métropolitaines de recensement (RMR), soit Toronto, Montréal et Vancouver.

Cette participation plus élevée dans les régions rurales et les petites villes pourrait être un reflet de la composition de la population de ces régions, laquelle a tendance à être plus âgée et plus susceptible d'être mariée ou veuve que la population urbaine. De plus, dans les petites collectivités, les organismes religieux occupent une grande place dans la vie sociale et culturelle locale, alors que les grandes villes offrent de nombreux autres services culturels et sociaux.

Toutefois, au cours des dernières années, le taux de participation régulière a diminué partout au Canada, les baisses les plus fortes ayant été observées dans les villes de 20 000 à 49 999 habitants, où le taux de fréquentation régulière est aujourd'hui presque égal à celui enregistré dans les grandes villes. La baisse appréciable observée dans les régions rurales et les petites villes du Canada pourrait être due, en partie, à l'évolution du profil de la population. Ainsi, les petites collectivités à croissance rapide situées en périphérie des grands centres urbains sont devenues des destinations de retraite pour les citoyens à la recherche de loisirs et peut-être aussi d'un mode de vie plus calme et moins coûteux³. Or, ces

2. Il s'agit de personnes vivant dans une agglomération de recensement (AR) de 10 000 à 19 999 habitants ou dans une région rurale à l'extérieur d'une région métropolitaine de recensement (RMR) ou d'une AR.

3. R. Mendelson et R.D. Bollman, « Croissance de la population observée dans les régions rurales et les petites villes dans les années 90 », *Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada*, produit n° 21-006-XIF au catalogue de Statistique Canada, vol. 1, n° 1, 1998.

	1986	1991	1998
	%		
Canada	43	35	34
Grandes RMR (Toronto, Montréal, Vancouver)	35	31	32
RMR de taille moyenne ³	40	34	30
AR ⁴ et RMR — 50 000 à 249 999 habitants ⁵	47	36	36
AR — 20 000 à 49 999 habitants	48	35	32
AR — 10 000 à 19 999 habitants et régions rurales	50	40	39

1. A assisté à des services religieux au moins une fois par mois durant l'année précédant l'enquête.
2. Région métropolitaine de recensement.
3. Comprend Ottawa–Hull, Edmonton, Calgary, Québec, Winnipeg, Hamilton, London, Kitchener, St. Catharines–Niagara, Halifax, Victoria, Windsor, Oshawa.
4. Agglomération de recensement.
5. Comprend Saskatoon, Regina, St. John's, Sudbury, Chicoutimi–Jonquière, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint John, Thunder Bay et les villes plus petites.

Source : Statistique Canada, Enquêtes sociales générales.

La participation régulière à des services religieux varie considérablement d'une région à l'autre du pays. Depuis 1986, toutefois, les taux sont en baisse dans toutes les provinces, et c'est au Québec qu'on a enregistré la plus forte diminution, soit un recul de près de 20 points de pourcentage. Les taux en Colombie-Britannique, qui étaient généralement les plus bas, ont peu changé au fil des ans; ils se comparent toutefois maintenant à ceux du Québec et de l'Alberta.

	1986	1998
	% des adultes de 15 ans et plus	
Canada	43	34
Terre-Neuve	58	47
Île-du-Prince-Édouard	65	52
Nouvelle-Écosse	49	41
Nouveau-Brunswick	63	50
Québec	48	29
Ontario	42	36
Manitoba	42	37
Saskatchewan	55	39
Alberta	34	29
Colombie-Britannique	26	27

Source : Statistique Canada, Enquêtes sociales générales.

personnes qui migrent des grandes villes ne modifient pas pour autant leur pratique religieuse, laquelle se caractérise par une participation un peu moins régulière à des services religieux.

Enfin, c'est dans les trois plus grandes villes du Canada que le taux de participation régulière à des services religieux a le moins diminué, ce qui pourrait s'expliquer en partie par l'arrivée d'immigrants, ces derniers étant proportionnellement plus nombreux à assister à des services religieux que les adultes nés au Canada⁴.

Les personnes pratiquantes ressentent un sentiment d'appartenance plus fort envers leur collectivité

Des recherches récentes corroborent l'importance du sentiment d'appartenance pour le bien-être d'une personne. Ainsi, l'étude de 1999 du Conference Board du Canada, *Healthy communities*, établit un lien de causalité évident entre la santé et l'appartenance : les personnes qui ont l'impression de faire partie de leur collectivité et qui peuvent compter sur des réseaux de soutien personnel sont en meilleure santé. Selon la Fondation Trillium, les collectivités bien organisées répondent à la nécessité d'un sentiment d'appartenance et de lien; cette fondation constate également que le fait de promouvoir la participation, et ainsi de favoriser les contacts personnels, contribue au développement de collectivités humanitaires⁵.

4. En 1996, les immigrants représentaient 42 % de la population de la RMR de Toronto, 35 % de celle de la RMR de Vancouver et 18 % de celle de la RMR de Montréal. *Le Quotidien*, produit n° 11-001F au catalogue de Statistique Canada, 4 novembre 1997.

5. J. Jenson, *Les contours de la cohésion sociale : l'état de la recherche au Canada*, étude des RCRPP n° F|03, 1998, p. 19.

Caractéristique du répondant ou de la répondante	Probabilité
Sexe	
Homme	1,0
Femme	0,9*
Âge du répondant ou de la répondante	
15 à 24 ans	1,0
25 à 34 ans	1,0*
35 à 44 ans	1,2*
45 à 54 ans	1,8
55 à 64 ans	2,3
65 à 74 ans	2,5
75 ans et plus	3,3
État matrimonial et âge des enfants	
Personne célibataire (jamais mariée)	1,0*
Personne en union libre	1,0*
Personne mariée, sans enfants	1,0
Personne mariée, enfants de moins de 5 ans	1,0*
Personne mariée, enfants de 5 à 14 ans	1,4
Personne mariée, enfants de 15 ans et plus	1,2*
Personne veuve	0,9*
Personne séparée, divorcée	1,1*
Participation à des services religieux	
N'assiste pas à des services religieux	1,0
Assiste peu souvent	1,3
Assiste régulièrement	2,0
Taille de la collectivité	
Grande RMR (Toronto, Montréal, Vancouver)	1,0
RMR de taille moyenne	0,9*
RMR, AR — 50 000 à 249 999 habitants	1,2
AR — 20 000 à 49 999 habitants	1,5
AR — 10 000 à 19 999 habitants et régions rurales	1,7
Durée de résidence au Canada	
Personne née au Canada	1,0
A immigré au Canada au cours des 5 dernières années	0,4
A immigré il y a 5 à 9 ans	0,6
A immigré il y a 10 ans et plus	0,7

* Aucune différence statistiquement significative par rapport au groupe de référence.

Nota : Ce tableau indique la probabilité qu'un répondant ou une répondante ressente un très fort sentiment d'appartenance envers sa collectivité locale, comparativement à la probabilité qu'un groupe de référence ressente le même sentiment d'appartenance, lorsque toutes les autres variables dans l'analyse sont maintenues constantes. Pour chaque caractéristique, le groupe de référence est indiqué en caractères gras.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1998.

L'adhésion à des organismes religieux est une forme de participation communautaire et un moyen de favoriser la cohésion sociale.

De fait, l'analyse des données de l'ESG révèle que les personnes qui assistent régulièrement à des cérémonies religieuses sont proportionnellement plus nombreuses à ressentir un très fort sentiment d'appartenance envers leur collectivité⁶ et à compter un plus grand nombre d'amis et de membres de leur famille avec lesquels elles se sentent proches. En 1998, plus de 1 personne sur 4 qui assistaient régulièrement à des services religieux (soit 29 %) ressentait ce sentiment d'appartenance, comparativement à seulement 1 personne sur 7 (15 %) parmi les adultes non pratiquants. Après neutralisation des autres facteurs, la probabilité de se sentir très près de sa collectivité était environ deux fois plus élevée chez les personnes assistant régulièrement à des services religieux que chez les non-pratiquants⁷. Parmi les autres facteurs qui influencent sur ce sentiment d'appartenance, mentionnons l'âge, la taille de la collectivité et les conditions de logement. Ainsi, les personnes âgées étaient beaucoup plus susceptibles d'être très liées à leur collectivité, sans doute parce qu'elles avaient vécu longtemps dans le même quartier et qu'elles y avaient créé des liens étroits au fil des ans. Les personnes vivant dans des petites collectivités et les couples mariés avec des enfants d'âge scolaire étaient aussi proportionnellement plus nombreux à ressentir ce sentiment d'appartenance.

6. Les répondants devaient coter leur sentiment d'appartenance à leur collectivité selon une échelle allant d'un degré très fort à très faible.

7. Ces autres facteurs sont l'âge, le sexe, les conditions de logement, la présence d'enfants et l'âge des enfants, l'état matrimonial, la taille du lieu de résidence et le niveau de scolarité.



Vous désirez de plus amples renseignements sur Statistique Canada?

**Communiquez avec notre
SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENTS
au 1 800 263-1136**

Pour commander des publications,
SERVICE NATIONAL DE COMMANDES : 1 800 267-6677
INTERNET : order@statcan.ca
SERVICE NATIONAL ATS : 1 800 363-7629

**STATISTIQUE CANADA MET À VOTRE DISPOSITION SES
NEUF CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX :**

**Terre-Neuve et Labrador,
Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et
Île-du-Prince-Édouard**
Halifax (N.-É.) : (902) 426-5331
Télécopieur : (902) 426-9538

Québec et Nunavut
Montréal (QC) : (514) 283-5725
Télécopieur : (514) 283-9350

Ontario
Toronto (Ont.) : (416) 973-6386
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba
Winnipeg (Man.) : (204) 983-4020
Télécopieur : (204) 983-7543

Saskatchewan
Regina (Sask.) : (306) 780-5405
Télécopieur : (306) 780-5403

Alberta et Territoires du Nord-Ouest
Edmonton (Alb.) : (780) 495-3027
Télécopieur : (780) 495-5318

Sud de l'Alberta
Calgary (Alb.) : (403) 292-6717
Télécopieur : (403) 292-4958

Colombie-Britannique et Yukon
Vancouver (C.-B.) : (604) 666-3691
Télécopieur : (604) 666-4863

Région de la capitale nationale
(613) 951-8116
Télécopieur : (613) 951-0581

NORMES DE SERVICE AU PUBLIC

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Vous déménagez?

N'oubliez pas de nous le faire savoir. Vous n'avez qu'à remplir et à nous retourner le bon d'abonnement se trouvant dans le présent numéro. S'il n'y est plus, veuillez faire parvenir les renseignements nécessaires (nom de l'abonné, ancienne adresse, nouvelle adresse, numéro de téléphone et numéro de référence du client) à :

**Division des opérations et de l'intégration
Gestion de la circulation
Statistique Canada
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6**



Veuillez nous aviser six semaines à l'avance pour éviter toute interruption de la livraison.

Enfin, les personnes assistant régulièrement à des cérémonies religieuses étaient légèrement plus susceptibles que les non-pratiquants de prendre soin d'autres personnes, c'est-à-dire d'effectuer diverses tâches comme s'occuper des enfants, faire l'épicerie, faire les courses ou assurer le transport, ou encore prodiguer des soins personnels à quelqu'un éprouvant des difficultés temporaires ou ayant un problème de santé chronique. La probabilité de prodiguer des soins était 1,3 fois plus élevée chez les personnes qui assistaient régulièrement à des services religieux que chez les personnes non-pratiquantes, après neutralisation des autres facteurs sociodémographiques⁸. Le sexe, les conditions de logement et le niveau de scolarité constituaient d'autres prédictors clés de la prestation de soins. Il semble que le fait d'assister régulièrement à des services religieux contribue au développement de collectivités plus liées et humanitaires.

Résumé

Au cours des 10 dernières années, la participation régulière à des services religieux a diminué chez les Canadiens de tous âges. On remarque toutefois que le cycle de vie familial a une influence considérable sur cette participation. Le taux de participation régulière est ainsi à son niveau le plus bas chez les jeunes du milieu à la fin de la vingtaine, puis il commence à augmenter lorsque les personnes se marient et ont des enfants. De fait, la pratique religieuse semble attirer surtout les adultes mariés. Même si les taux de participation régulière sont dans l'ensemble plus élevés chez les immigrants que chez les personnes nées au Canada, les taux chez les immigrants varient considérablement selon le pays d'origine.

Des analyses révèlent que les personnes qui assistent régulièrement à des services religieux sont proportionnellement deux fois plus nombreuses que les adultes non pratiquants à

ressentir un fort sentiment d'appartenance envers leur collectivité, un sentiment qui peut, en retour, contribuer à la création de collectivités fortement liées. Cependant, alors que les taux de participation régulière les plus bas étaient habituellement observés dans les grandes régions urbaines, les taux dans les petites villes ont à ce point diminué au cours des 10 dernières années qu'ils se situent aujourd'hui parmi les plus faibles au pays.

- 8. Les autres facteurs comprennent l'âge, le sexe, le niveau de scolarité, le revenu, la taille de la collectivité, les conditions de logement, la présence d'enfants et l'âge des enfants.



Warren Clark est analyste principal à la Division de la statistique sociale, du logement et des familles de Statistique Canada.



Violence familiale

Selon l'Enquête sociale générale de 1999 sur la victimisation, 1,2 million de femmes et d'hommes ont été victimes de violence conjugale au cours des cinq dernières années. Les résultats de cette enquête révèlent que les femmes sont plus susceptibles d'être victimes d'actes de violence graves et fréquents, de nécessiter des soins médicaux, de signaler l'incident à la police et de craindre pour leur vie en raison de ces actes de violence. Les femmes sont également trois fois plus susceptibles que les hommes d'être tuées par leur conjoint. Les personnes les plus à risque de subir de la violence conjugale sont les jeunes femmes et les jeunes hommes, les personnes qui vivent en union libre, celles dont les partenaires usent de violence psychologique et celles qui vivent avec une personne buvant beaucoup. Dans les cas où des enfants ont été témoins de violence conjugale, les actes de violence ont été commis deux fois plus souvent à l'endroit de leur mère que de leur père et, dans 53 % des cas, la mère a subi des blessures physiques et a craint pour sa vie. Enfin, alors que seulement 1 % des personnes âgées ont signalé des incidents de violence physique de la part de leur conjoint ou conjointe, d'un enfant adulte ou d'un soignant, 7 % ont déclaré avoir été victimes de violence psychologique ou d'exploitation financière (principalement de la part du conjoint ou de la conjointe).

Nota : Aux fins de cette enquête, la violence se définit comme les agressions physiques ou sexuelles qui correspondent aux définitions juridiques de ces types d'infractions et qui peuvent, lorsqu'elles sont signalées, faire l'objet d'une intervention policière.

La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2000,
Statistique Canada,
produit n° 85-224-XIF
(Internet : www.statcan.ca)
au catalogue.



L'activité humaine et l'environnement

L'activité humaine influe de multiples façons sur l'environnement au Canada. Dans un effort visant à réduire ces effets négatifs, le gouvernement a consacré 5,4 milliards de dollars à la lutte contre la pollution en 1996, cette somme représentant 0,7 % du PIB. Pour leur part, les entreprises y ont investi 4,9 milliards de dollars. Durant les années 80, les dépenses gouvernementales en matière de lutte contre la pollution ont représenté entre 2,3 % et 2,9 % des dépenses gouvernementales totales. La qualité de l'eau est une autre priorité, compte tenu notamment de l'augmentation de la population desservie par des stations d'épuration des eaux usées depuis 1983. En 1996, quelque 1,3 million de personnes (soit 6 % de l'ensemble des Canadiens reliés à des réseaux d'égout) vivaient dans des municipalités dont les eaux usées étaient déversées dans l'environnement, sans aucun traitement. L'énergie constitue également une préoccupation majeure. Au cours des 40 dernières années, la consommation d'énergie par habitant s'est accrue de 100 %, et ce, malgré l'amélioration du rendement énergétique. De 1961 à 1997, la quantité d'énergie nécessaire pour produire un dollar de production économique a diminué de 15,0 mégajoules à 12,4 mégajoules. À noter également que l'utilisation du gaz naturel par rapport à l'ensemble des sources d'énergie s'est accrue de 13 % à 35 % entre 1958 et 1997.

L'activité humaine et l'environnement, 2000,
Statistique Canada,
produit n° 11-509-XPF au catalogue
(inclut un CD-ROM).



Évolution des habitudes alimentaires

Au cours des années 90, les habitudes alimentaires des Canadiens ont changé.

La consommation de poulet par personne a augmenté de 18 %, soit de 28 kg à 33 kg, cette tendance reflétant la préférence accrue des consommateurs pressés pour les produits de volaille frais et congelés faciles à préparer. À l'inverse, la consommation de viande rouge a diminué, passant de 64 kg par personne en 1990 à 62 kg en 1999. Bien que les gens boivent aujourd'hui moins de lait (la consommation ayant diminué de 95 litres à moins de 88 litres par personne), la consommation de fromage a augmenté de 11 kg à 12 kg. De même, la consommation de crème est passée de 5 à 6 litres. Les goûts de plus en plus diversifiés des Canadiens se remarquent notamment à l'accroissement marqué de la consommation de riz (plus de 60 %) et de produits céréaliers (une hausse de 23 %) durant les années 90. Les produits comme les galettes de riz et les nouilles, le pain pita, les tortillas, les collations à base de céréales et les bagels ont contribué à la popularité croissante de ces aliments.

Consommation des aliments au Canada, Partie I,
Statistique Canada,
produits n°s 32-229-XPB et 32-229-XIB
(Internet : www.statcan.ca)
au catalogue.



Le secteur des croisières en plein essor dans les provinces de l'Atlantique

Le nombre de paquebots de croisière dans les ports des provinces de l'Atlantique du Canada s'est accru considérablement au cours des dernières années. Ainsi, entre 1998 et 1999, le nombre de paquebots de croisière internationaux jetant l'ancre dans cette région a fait un bond de 74 %. Halifax était la destination de choix, accueillant 64 % de tous les passagers de croisière faisant escale dans les Maritimes. Comptant près de 72 000 visiteurs en 1999, Halifax était la deuxième destination de croisière la

plus populaire au Canada (la première étant Vancouver, avec quelque 400 000 voyageurs). On estime par ailleurs que le nombre de paquebots qui feront escale à Halifax augmentera de plus du double entre 1998 et la fin de l'an 2000 (passant de 53 à 102). Plus de 90 % des passagers étrangers à bord de ces paquebots arrivant à Halifax sont des Américains.

Info-voyages (Touriscope), été 2000,
Statistique Canada,
produits n°s 87-003-XPB et 87-003-XIF
(Internet : www.statcan.ca)
au catalogue.



Malgré une augmentation du nombre d'utilisateurs, l'avenir des transports en commun s'annonce incertain

En 1999, le nombre d'utilisateurs des services de transport en commun a atteint 1,43 milliard, après avoir chuté à 1,37 milliard d'utilisateurs en 1996, soit le niveau le plus bas de la décennie. Entre 1995 et 1999, les recettes des commissions de transport se sont accrues de 4,5 % par année, ce qui est environ trois fois supérieur à la hausse du nombre de passagers. La tendance à plus long terme est toutefois incertaine : en 1996, seulement 1 personne sur 10 a utilisé le transport en commun pour se rendre au travail en milieu urbain, contre 8 sur 10 qui ont utilisé leur véhicule personnel. Différents facteurs, dont l'étalement urbain, la migration des entreprises en périphérie des villes, la hausse perçue des coûts du transport en commun et la commodité des véhicules personnels pourraient avoir un impact sur l'usage des transports en commun.

Facteurs influant sur le nombre d'utilisateurs des services de transport,
Statistique Canada,
produit n° 53F0003-XIF au catalogue.

INDICATEURS SOCIAUX

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
POPULATION									
<i>Population totale (au 1^{er} juillet)</i>	28 030 864	28 376 550	28 703 142	29 035 981	29 353 854	29 671 892	29 987 214	30 246 891	30 491 294
0 à 17 ans	6 937 359	7 025 902	7 082 130	7 129 781	7 165 631	7 205 638	7 209 093	7 183 653	7 146 247
18 à 64 ans	17 876 300	18 054 826	18 250 340	18 466 074	18 676 227	18 884 263	19 119 660	19 333 519	19 554 427
65 ans et plus	3 217 205	3 295 822	3 370 672	3 440 126	3 511 996	3 581 991	3 658 461	3 729 719	3 790 620
<i>Taux de croissance démographique (pour 1 000)</i>									
Croissance totale	11,4	12,9	11,1	11,2	10,8	10,4	9,8	7,8	8,5
Naissances	14,4	14,1	13,5	13,3	12,9	12,3	11,6	11,4	11,1
Décès	7,0	6,9	7,1	7,1	7,2	7,2	7,2	7,3	7,4
Accroissement naturel	7,4	7,1	6,4	6,1	5,7	5,2	4,4	4,1	3,7
Immigration	8,2	8,9	8,9	7,7	7,2	7,6	7,2	5,8	6,2
Émigration	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,8	1,8	1,8
Migration interprovinciale	11,3	10,9	9,9	9,9	9,8	9,6	9,7	10,8	10,9
Mariages	6,1	5,8	5,5	5,5	5,5	5,3	5,1	--	--
<i>Taux de croissance dans les plus grandes régions métropolitaines de recensement (au 1^{er} juillet)</i>									
Toronto	1,7	1,4	2,0	2,0	1,9	2,2	1,9	2,1	--
Montréal	0,6	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	--
Vancouver	2,7	2,7	3,2	3,2	3,3	2,9	1,6	0,9	--
SANTÉ									
Taux de fécondité total par femme	1,70	1,69	1,66	1,66	1,64	1,59	1,55	--	--
Grossesse chez les adolescentes	45 553	46 221	46 376	47 376	45 044	--	--	--	--
Taux de grossesse pour 1 000 adolescentes de 10 à 19 ans	24,3	24,5	24,3	24,6	23,1	--	--	--	--
% de bébés de faibles poids à la naissance	5,6	5,5	5,7	5,8	5,9	5,8	5,8	--	--
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	6,4	6,1	6,3	6,3	6,1	5,6	5,5	--	--
<i>Espérance de vie (en années)</i>									
Hommes	74,6	74,9	74,9	75,1	75,4	75,7	75,8	--	--
Femmes	80,9	81,2	81,0	81,1	81,3	81,4	81,4	--	--
<i>Principales causes de décès chez les hommes (pour 100 000 personnes)*</i>									
Cancer	247,5	244,0	241,0	238,9	234,7	236,6	229,7	--	--
Poumon	78,8	77,3	77,3	74,7	72,1	72,9	69,8	--	--
Côlon et rectum	25,1	25,9	24,5	24,7	24,7	24,4	23,5	--	--
Prostate	31,2	30,9	30,8	30,3	30,3	29,2	28,6	--	--
Cardiopathies	263,7	256,9	256,0	244,9	238,7	239,9	230,8	--	--
Accidents cérébrovasculaires	55,8	54,4	56,2	54,3	53,5	52,9	52,8	--	--
Causes externes**	68,7	66,9	67,4	64,9	65,0	63,0	--	--	--
<i>Principales causes de décès chez les femmes (pour 100 000 personnes)*</i>									
Cancer	153,7	152,7	154,0	153,9	150,3	155,0	148,5	--	--
Poumon	29,6	29,6	31,6	31,7	31,1	33,6	32,3	--	--
Côlon et rectum	16,8	16,6	16,5	15,9	16,0	15	15,2	--	--
Sein	30,1	30,4	29,2	29,8	28,4	28,9	27,4	--	--
Cardiopathies	147,6	140,8	140,5	137,9	134,8	134,7	129,7	--	--
Accidents cérébrovasculaires	46,3	46,1	47,3	45,3	44,0	44,1	43,9	--	--
Causes externes**	26,5	25,7	26,6	25,0	25,4	--	--	--	--

-- Données non disponibles.

* Taux comparatif basé sur la population de 1991.

** Inclut les événements tels que le suicide, les intoxications, les accidents de véhicules automobiles et autres types d'accidents.

Printemps 1996 – Hiver 2000

POPULATION

Le Recensement de 1996 : Soyez du nombre!	Printemps 1996
Profil de la population du Canada du XXI ^e siècle	Automne 1996
Profil de la situation des collectivités des Premières nations	Hiver 1999
Projections de la population des personnes ayant une incapacité de travail, 1993 à 2016	Automne 1996
Projections de la population des régions métropolitaines de recensement, 1995 à 2000	Hiver 1996

VILLES ET PROVINCES

Cent ans de développement urbain	Hiver 2000
La ville historique de Halifax	Été 1997
Le Nunavut : Nouveau territoire du Canada en 1999	Printemps 1997
St. John's : la plus ancienne ville du Canada	Hiver 1997

IMMIGRATION

Cent ans d'immigration au Canada	Automne 2000
Les nouveaux immigrants dans la population active	Printemps 1999

MINORITÉS VISIBLES

Les minorités visibles à Toronto, Vancouver et Montréal	Automne 1999
Projections de la population des minorités visibles, 1991 à 2016	Été 1996

FAMILLE

Attitudes des Canadiens face au divorce	Printemps 1998
Continuer de vivre chez ses parents	Printemps 1999
De l'aide à portée de la main : Déménager pour recevoir ou offrir de l'aide	Hiver 1999
Déménager pour améliorer sa situation	Hiver 1999
Être présent : le temps que les couples à deux soutiens passent avec leurs enfants	Été 2000
Indicateurs familiaux pour le Canada	Été 1996
L'activité sportive chez les enfants : une affaire de famille	Automne 2000
L'évolution des liens conjugaux	Printemps 2000
La formation d'une première union libre : le premier pas dans la vie commune	Hiver 1997
Les enfants du Canada durant les années 90 : Certains résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes	Printemps 1997
Les familles : 100 ans de continuité et de changement	Printemps 2000
Profil des familles qui ont des enfants difficiles	Hiver 1999

Quels sont les facteurs influant sur l'intention d'avoir des enfants?	Printemps 1998
Qui a besoin d'aide à court terme?	Automne 1998
Qui a un troisième enfant?	Été 1999
Réussir dans la vie :	Été 1998
• Le revenu des parents influe-t-il sur le succès des enfants?	
• Quelle est l'influence de la scolarité des parents?	
Trois générations réunies sous un même toit	Été 1999
Vivre avec des parents	Automne 1996

AÎNÉS

La démence chez les personnes âgées	Été 1997
Le bien-être des personnes âgées mariées, malades ou en santé	Hiver 1999
Le profil des personnes qui prodiguent des soins aux aînés	Automne 1999
Les aînés au volant	Automne 1999
Les aînés : un groupe diversifié qui vieillit bien	Printemps 1999
Les Canadiens plus âgés qui déménagent	Printemps 1998
Les veuves qui vivent seules	Été 1999
Programmes gouvernementaux de sécurité du revenu à l'intention des personnes âgées :	Printemps 1996
• Aperçu	
• Régime de pensions du Canada (RPC) et Régime de rentes du Québec (RRQ)	
• Sécurité de la vieillesse	

RETRAITE

La retraite durant les années 90 :	Automne 1996
• Les hommes retraités au Canada	
• Retour au travail des retraités	

LOGEMENT

La vie en condominium	Été 1996
-----------------------	----------

POPULATION ACTIVE

50 ans d'Enquête sur la population active, 1946-1995	Printemps 1996
Attitudes à l'égard des femmes, du travail et de la famille	Automne 1997
Cap vers le sud	Printemps 2000
Changements touchant la continuité du travail chez les femmes	Automne 1997
Compétences insuffisantes chez les jeunes	Hiver 1998
« J'ai l'impression d'être trop qualifié pour l'emploi que j'occupe... »	Hiver 1997

INDEX DES ARTICLES (SUITE)

La population active : 100 ans d'histoire	Été 2000
La population active du secteur culturel au Canada	Été 1996
La recherche d'un emploi à la fin de ses études	Été 1999
Les Canadiens et le travail à domicile	Printemps 1996

REVENU

Cent ans de revenus et dépenses	Hiver 2000
Diminution de la rémunération des jeunes hommes	Automne 1997
L'Indice des prix à la consommation ou comment mesurer l'inflation	Été 1997
Les enfants vivant au sein de familles à faible revenu	Automne 1996
Mouvements en dessous et au-dessus du seuil de faible revenu	Automne 1998

ÉDUCATION

Alphabétisme : La langue parlée fait-elle une différence?	Hiver 1998
Cent ans d'éducation	Hiver 2000
Incidence de la structure familiale sur l'achèvement des études secondaires	Printemps 1998
L'alphabétisme chez les adultes canadiens, américains et allemands	Hiver 1996
L'enseignement à domicile : quand les parents deviennent enseignants	Automne 1998
La formation à distance : au-delà des cours par correspondance	Printemps 1996
La promotion de 1990 se lance sur le marché du travail	Été 1998
Le contexte social de l'école pour les jeunes enfants	Hiver 1997
Le remboursement des prêts étudiants	Hiver 1998
Les diplômés universitaires qui retournent au collège	Automne 1999
Les élèves étrangers au Canada	Été 1996
Niveau de scolarité des jeunes adultes autochtones	Printemps 1999
Nouvelles données sur l'abandon scolaire	Printemps 1997

SANTÉ

Au travail malgré un problème de santé chronique	Printemps 1999
Causes de décès : Différences entre les sexes	Été 1996
Cent ans de santé	Hiver 2000
Convaincre les fumeurs ayant un faible niveau de scolarité	Été 1997
Données sur la santé tirées de l'Enquête nationale sur la santé de la population de 1994	Printemps 1996
L'espérance de vie sans dépendance au Canada	Automne 2000
L'exposition à la fumée secondaire	Été 1998
Le cancer du sein et la mammographie	Printemps 1998

Le mélanome	Été 1999
Le tabagisme chez les jeunes au Canada	Hiver 1996
Les fournisseurs de soins au Canada	Hiver 1997
Quinze années de SIDA au Canada	Été 1996
Tendances en matière de stérilisation contraceptive	Automne 1998

JUSTICE

Extraits d'un ouvrage sur la criminalité et la justice au Canada	Hiver 1996
Le harcèlement criminel au Canada	Automne 1997
Les jeunes et la criminalité	Été 1999

CULTURE ET MODE DE VIE

Arrangements de travail et stress lié au manque de temps	Hiver 1996
Branchés sur Internet	Hiver 1999
Échanger des voyageurs — Les tendances des voyages internationaux	Été 1997
L'alcool au volant : sommes-nous sur la bonne voie?	Été 1998
L'autre côté de la clôture	Été 2000
La lecture, activité de détente	Automne 1997
La participation communautaire : l'influence des expériences de jeunesse	Été 2000
La persistance de l'identification à une religion chrétienne au Canada	Printemps 1997
La technologie courante : quel usage en font les Canadiens?	Automne 1997
La télévision canadienne en période de transition	Printemps 1997
La transmission de la langue : la diversité des langues ancestrales au Canada	Automne 2000
Langues et culture des Métis du Canada	Hiver 1996
Les enfants assistent-ils aux services religieux?	Automne 1999
Les langues autochtones du Canada	Hiver 1998
Mesure et évaluation du travail non rémunéré des ménages	Automne 1996
Participation à des services religieux	Hiver 2000
Pratique religieuse, mariage et famille	Automne 1998
Rapport de circulation : les migrations quotidiennes en semaine	Printemps 2000

DIVERS

Direction Nord	Automne 1999
La tempête de verglas de 1998!	Hiver 1998
Qui sont les donateurs des organismes de bienfaisance?	Hiver 1996

Plan de leçon pour la série d'articles « Cent ans de... »

Objectif

- Examiner les différentes facettes des changements qui ont marqué la vie des Canadiens au cours du XX^e siècle.

Méthode

Demandez à vos élèves de choisir un des thèmes suivants traités dans la série spéciale d'articles « Cent ans de... », qui ont été publiés dans les quatre derniers numéros de *TSC* :

1. Discutez en classe des répercussions économiques et sociales de la participation accrue des femmes sur le marché du travail. Quelle incidence cela a-t-il eu sur la famille et la constitution des familles?
2. Mis à part les Autochtones, tous les Canadiens sont des descendants d'immigrants ou sont eux-mêmes des immigrants. Quels sont les antécédents d'immigration de votre famille au Canada? Interrogez vos parents, vos grands-parents ou d'autres membres de votre famille sur les expériences qu'ils ont vécues. Réunissez ces informations dans un album ou sur un site Web en y joignant des photos, des documents et d'autres articles pertinents.
3. Au début du siècle, les possessions de la plupart des ménages se limitaient à quelques biens; aujourd'hui, les ménages en possèdent généralement beaucoup plus. Énumérez les biens de votre famille qui vous paraissent essentiels et comparez-les aux biens de première nécessité d'il y a un siècle.
4. Au début des années 1900, les enfants étaient susceptibles d'abandonner l'école avant d'avoir terminé leurs études secondaires. De nos jours, il semble essentiel de faire des études postsecondaires pour trouver un emploi. Quelles étaient les compétences nécessaires pour gagner sa vie il y a 80 ou 100 ans?
5. Comparez les modes de vie d'aujourd'hui à la ville et à la campagne à ceux du début du siècle, notamment sur le plan du transport, des soins médicaux et des emplois.
6. Interrogez vos grands-parents sur les maladies dont ils ont souffert durant leur enfance et sur les soins qu'ils ont reçus; comparez leur expérience à la vôtre.

Autres ressources utiles

- Pour obtenir plus de renseignements, consultez *Statistiques historiques du Canada* de Statistique Canada, *l'Annuaire du Canada* de Statistique Canada, ainsi que les bibliothèques municipales et scolaires.
- Pour obtenir les plans de leçons des cours sur la santé et l'éducation physique, visitez le site Web de Statistique Canada, <http://www.statcan.ca>, sous la rubrique « Ressources éducatives ». Cliquez sur « Plans de leçons ».

Partagez vos idées!

Y a-t-il des leçons s'inspirant de *TSC* que vous aimeriez partager avec d'autres enseignants? Envoyez-nous vos leçons et nous vous ferons parvenir les leçons s'inspirant de *TSC* que nous avons reçues. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Joel Yan, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6. Téléphone : 1 800 465-1222. Télécopieur : (613) 951-4513. Internet (courrier électronique) : yanjoel@statcan.ca.

NOTA :

Vous pouvez photocopier le « Carnet du personnel enseignant » ou tout autre article de *Tendances sociales canadiennes* pour les utiliser en classe.

Les statistiques agricoles à votre service

Savez-vous que la Division de l'agriculture de Statistique Canada fournit à un grand nombre de ses clients des *services spéciaux* qui sont adaptés à leurs besoins en matière de données? La Division puise à même une vaste gamme de renseignements pour vous fournir *les données qu'il vous faut pour prendre des décisions importantes en tant que spécialiste de l'agroalimentaire*.

TOTALISATIONS SPÉCIALES

Vous cherchez des données précises sur l'agriculture pour vous aider dans votre travail quotidien? La Division de l'agriculture peut vous fournir des tableaux et des rapports personnalisés qui renferment les données requises. Vous pouvez choisir les variables qui vous intéressent à partir de l'une ou plusieurs de nos bases de données et recevoir les totalisations sous la forme *qui répond le mieux à vos besoins*.

ÉTUDES ANALYTIQUES

Vous voulez une analyse approfondie des données qui touchent votre industrie ou votre marché? L'équipe de spécialistes de la Division de l'agriculture possède l'expérience pratique de l'analyse des données *dont vous avez besoin*.

ENQUÊTES PERSONNALISÉES

Vous voulez des renseignements inédits mais vous ne savez pas comment les obtenir? La Division de l'agriculture peut mener une enquête spéciale ou élargir la portée d'une enquête existante, *uniquement pour vous*.

Ne rater pas l'occasion de découvrir ce que bien des professionnels du domaine de l'agriculture savent depuis des années - Statistique Canada possède le savoir et la compétence nécessaires pour exécuter le travail!

Appelez-nous sans frais au 1-800-465-1991 ou communiquez avec le centre de consultation de Statistique Canada qui se trouve dans votre région, et découvrez dès aujourd'hui ce que nous pouvons faire pour vous!

Centres de consultation régionaux de Statistique Canada

Halifax

1-800-263-1136
(902) 426-5331
Télec. : (902) 426-9538
4863

Ottawa

1-800-263-1136
(613) 951-8116
Télec. : (613) 951-0581

Winnipeg

1-800-263-1136
(204) 983-4020
Télec. : (204) 983-7543

Calgary

1-800-263-1136
(403) 292-6717
Télec. : (403) 292-4958

Vancouver

1-800-263-1136
(604) 666-3691
Télec. : (604) 666-

Montréal

1-800-263-1136
(514) 283-5725
Télec. : (514) 283-9350

Toronto

1-800-263-1136
(416) 973-6586
Télec. : (416) 973-7475

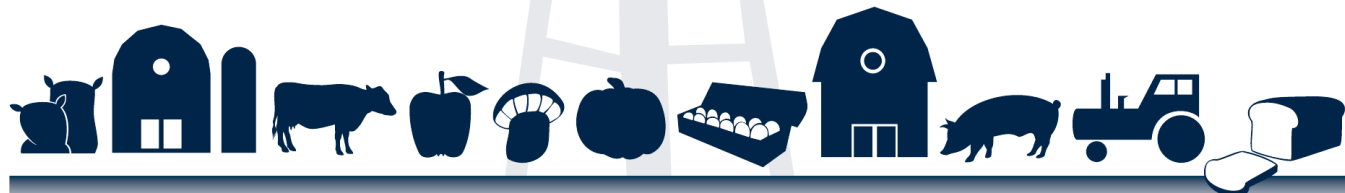
Regina

1-800-263-1136
(306) 780-5405
Télec. : (306) 780-5403

Edmonton

1-800-263-1136
(780) 495-3027
Télec. : (780) 495-5318

Appareils de télécommunications pour les malentendants
1-800-363-7629



Pleins feux sur les Canadiens



Branchés sur Internet

par Paul Robinson et Justine Wilson

Vous êtes-vous déjà demandé comment la façon de travailler a évolué au cours des dernières années? Les professionnels du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services et plus encore!

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que l'emploi, l'immigration, la famille en transition et le niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à www.statcan.ca pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abonnez-vous aujourd'hui! Vous ne saurez vous passer d'un seul numéro!

Seulement 36 \$ par année. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Auzona frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$. Pour commander **Tendances sociales canadiennes** (n° 11-008-XPY au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1 877 287-4369, par téléphone au 1 800 267-6677 ou par courriel à order@statcan.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 \$ par année (taxes en sus, s'il y a lieu). URL : www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feopub_f.cgi

La société évolue rapidement. Et vous devez constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que l'emploi, l'immigration, la famille en transition et le niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des

tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à www.statcan.ca pour consulter certains des articles publiés récemment.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada